



Berlinguer, Carrillo et Marchais : des tactiques différentes pour un projet révisionniste.

EURO- REVISIONNISME ET EURO- RÉVISIONNISMES

Parti «communiste» portugais, parti «communiste» espagnol, parti «communiste» italien, trois partis révisionnistes qui, lors de rencontres communes, ont tenté de définir ensemble leurs points d'accord, de chercher ce qui, dans leurs positions révisionnistes, les rapprochait. Cette base commune, ils l'appellent «L'eurocommunisme» ; l'eurorévisionnisme, en réalité.

Quels sont donc ces points communs ?

D'abord, ce sont des partis révisionnistes, des partis dégénérés, qui n'ont plus rien à voir avec le marxisme-léninisme. Qu'ils en gardent ou non encore un certain vocabulaire, ils ont en commun le refus de la révolution socialiste et de la dictature du prolétariat, l'appartenance au camp révisionniste dirigé par l'URSS (même s'ils marquent, dans des formes et à des degrés divers, leurs distances avec le PCUS).

D'autre part, ce sont tous les trois des partis d'Europe du Sud, c'est-à-dire appartenant à un secteur du monde particulièrement convoité par les deux superpuissances. Partie de l'Europe où la dictature de la bourgeoisie est la moins solide, où, en tout cas pour l'Italie et l'Espagne, la classe ouvrière a de fortes traditions de lutte, l'Europe du Sud connaît, à des degrés divers, une situation de crise qui rend possible l'affrontement ouvert entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Autre facteur commun : ces partis, du fait de leur passé révolutionnaire, bénéficient de certaines positions dans le pays et d'un certain crédit dans la classe ouvrière et le peuple.

Ces partis donc, par les situations de crise et de développement de la lutte de classes, sont confrontés (ou ont été directement confrontés) au problème du pouvoir. Ils posent, par des moyens différents, le problème de la réalisation de leur projet propre : la réforme à leur profit du capitalisme monopoliste d'Etat en crise, le capitalisme d'Etat.

Ces points communs aux partis révisionnistes d'Italie, d'Espagne et du Portugal, tout en s'inscrivant dans des situations particulières et en se traduisant par des tactiques différentes, relèvent d'un même problème : dans une situation de crise, dans une situation où le parti révisionniste détient déjà de fortes positions, dans une situation de développement du mouvement de masse, quelles tactiques adopte un parti révisionniste ? Par quels moyens tente-t-il d'utiliser les bases déjà acquises pour les multiplier ? En quels termes peut se poser, pour ce parti révisionniste, le problème d'une arrivée au pouvoir ?

Autant de questions qui nous touchent directement, en France, quelques mois avant les élections de 1978 : quelle peut être l'attitude du PCF face au mouvement de masse ? Quelle peut être sa réaction s'il est évincé du gouvernement ? Comment compte-t-il mettre en place son projet de capitalisme d'Etat ?

Les quelques éléments d'étude qui suivent sur les partis révisionnistes italien, espagnol, portugais, montrent à la fois les différences de situations et de tactiques, les changements successifs de tactiques, et en même temps, une certaine unité dans le but vers lequel elles tendent : permettre la mise en place d'une forme de capitalisme d'Etat.

Les différences de situations d'abord : du point de vue de ce qui détermine la tactique du PCI, ce qui caractérise la situation en Italie, c'est d'abord la relative faiblesse des structures de l'Etat italien, les limites de sa centralisation, aspects qui jouent un rôle important dans le développement de la crise actuelle. Le deuxième trait est l'inexistence d'une forte social-démocratie, qui serve de point d'appui au parti

Euro-révisionnisme et euro-révisionnismes

révisionniste, pour se hisser au gouvernement.

La situation en Espagne est caractérisée par l'évolution du régime politique depuis la mort de Franco : le développement du mouvement de masse et des grèves a contraint la bourgeoisie espagnole à des reculs comme la tenue des élections législatives, le rétablissement de certaines libertés démocratiques... La dictature de la bourgeoisie se poursuit sous d'autres formes, alors que la crise économique aggrave de jour en jour les conditions de vie des masses.

Au Portugal, ce n'est pas sur la situation et la tactique actuelles du PCP que porte l'étude, mais sur la période d'avril 74 à novembre 75. Cette période est particulièrement riche d'enseignements sur l'évolution de la tactique du parti révisionniste dans une période de mouvement de masse et de restructuration du pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. Le renversement de Caetano par les militaires en avril 74 crée une situation de désorganisation très grande au sein de la bourgeoisie : éviction de dirigeants fascistes, fuite de patrons... l'appareil d'Etat lui-même est en partie désorganisé. La police politique est elle aussi atteinte par les coups du mouvement de masse : ses dirigeants sont emprisonnés. Du point de vue des partis politiques existants, le PCP est le seul, le 25 avril, à posséder un embryon d'organisation et quelques positions dans les syndicats et dans la petite bourgeoisie.

Tels sont les grands traits qui caractérisent la situation à laquelle les partis révisionnistes de ces pays doivent ou ont du adapter leur tactique.

Pour le parti révisionniste italien, la crise et l'absence d'un parti social-démocrate fort lui ont ouvert la voie à la participation au gouvernement de droite, à la gestion de la crise aux côtés des capitalistes, grâce au «compromis historique». Mais si le PCI occupe là en apparence la place d'un parti social-démocrate, les structures qu'il met en place de ce fait, l'investissement des instances régionales par ses membres, montrent nettement la nature de son

projet propre, révisionniste, qui ne se confond pas avec la simple gestion répressive envers les travailleurs que pourrait exercer une social-démocratie à la Jules Moch. S'incruster au maximum, et souvent par un affrontement violent avec une partie des masses, dans les structures existantes, telle est, dans la situation actuelle, et jusqu'à un certain point, la tactique du PCI.

Le PCE, au contraire du PCI, et dans une situation bien différente, est un parti relativement faible. Il voit toutefois s'esquisser la possibilité de n'être pas qu'un parti d'opposition. Possibilité non immédiate. Sa tactique consiste donc essentiellement à s'ouvrir des portes, à placer des jalons. La signature récente du Pacte de la Moncloa est le signe le plus net des compromis — sur le dos des travailleurs — auquel est prêt le PCE pour donner l'image d'un parti capable de gouverner. En même temps, en poussant plus loin ses abandons théoriques, son reniement du marxisme-léninisme, en critiquant haut et fort le parti révisionniste d'Union soviétique, il cherche à renforcer ses positions au sein de la petite bourgeoisie, tout en donnant des gages à la bourgeoisie. Le PCE est dans une phase non d'affrontement direct au problème du pouvoir, mais de mise en place, de manière diversifiée, des jalons nécessaires.

Tout au contraire, le PC portugais en 74-75 s'est trouvé directement confronté au problème du pouvoir. Après une courte période d'union nationale destinée à rassurer la bourgeoisie et à neutraliser une partie d'entre elle, sa tactique a consisté essentiellement à tenter d'utiliser la désorganisation relative du pouvoir d'Etat, l'éviction de dirigeants fascistes ou de patrons pour propulser des révisionnistes à leur place. Nommant, grâce à ses postes ministériels, des dirigeants aux entreprises qu'il nationalise, s'appuyant sur la faible politisation des travailleurs et des soldats pour prendre la direction des mouvements de masse qu'ils créent, il constitue rapidement, par en haut, et par en bas, une structure, encore en pointillé, mais déjà claire : les bases du capitalisme d'Etat. La

rapidité avec laquelle il a acquis ces positions, le ressaisissement de la droite et l'expérience concrète des travailleurs poussent le PCP à l'aboutissement logique de sa démarche : pousser une fraction de l'armée à une tentative putschiste, qui échoue, après le 25 novembre 1975.

Situations différentes. Tactiques différentes. Mais leur unité profonde est bien nette. Malgré toutes les concessions qu'ils peuvent faire à la social-démocratie, dans leurs références de plus en plus éloignées au marxisme, dans leurs formes d'organisation, ces partis sont non de nouveaux partis sociaux-démocrates en formation, mais des partis révisionnistes modernes. Ce sont là, aujourd'hui, deux réalités distinctes : du temps de la II^e Internationale, la social-démocratie fut porteuse du révisionnisme, du refus de la révolution et de la dictature du prolétariat ; depuis cette naissance du révisionnisme au sein de la social-démocratie, ces deux notions ont tendu à devenir distinctes, avec la restauration du capitalisme en URSS sous forme de capitalisme d'Etat, avec l'apparition du révisionnisme moderne. Certes, ces partis, par leur reniement du marxisme, par leur tendance au polycentrisme, ont de nombreux points communs avec les partis révisionnistes de la première génération, les partis sociaux-démocrates issus de la II^e Internationale.

Mais ce qui différencie ces partis révisionnistes de partis sociaux-démocrates, outre leur rattachement au «camp révisionniste», c'est leur projet de transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme d'Etat, leur projet de recomposer l'actuelle bourgeoisie à l'aide d'une nouvelle bourgeoisie, composée pour l'essentiel de l'appareil de leur parti, des organismes qu'ils contrôlent (municipalités, directions syndicales) et des couches de cadres et de techniciens sur lesquelles ils peuvent s'appuyer.

Ce projet s'inscrit dans des modalités différentes. Comment ? Pour chacun des partis, italien, espagnol, et portugais, c'est ce qu'il s'agit d'examiner. ■

LE PCI : UN RÉVISIONNISME EN CRISE

Avec ses quelques onze mille sections et près de deux millions d'inscrits, le PCI est de loin le plus puissant des partis révisionnistes de l'Europe de l'Ouest. Fort de 12 millions et demi de voix, chiffre obtenu lors des dernières élections législatives en 76, (ce qui représente 34,5 % des suffrages), il Chrétienne, au pouvoir sans interruption depuis trente ans. Cette situation particulière lui permet de jouer un rôle non négligeable dans la politique gouvernementale, dans la mesure où lui seul permet aujourd'hui au régime d'Andréotti de se maintenir, en s'abstenant au Parlement. Le ministère concerné le consulte sur tout projet de loi avant de le soumettre au vote de la chambre. De la sorte, sans être encore au gouvernement, le PCI n'est plus tout à fait dans l'opposition. En Italie, on parle de «gouvernement Berlinguotti», ou de «gouvernement de l'abstention».

Cette «réussite» du parti révisionniste italien ne manque pas d'exciter l'admiration et l'envie de ses homologues européens, tant espagnol que français. Pourtant, le PCI ne se trouve pas satisfait de sa position qui, si puissante soit-elle, le cantonne néanmoins dans un rôle subalterne. Candidat au pouvoir éconduit depuis de longs mois — depuis sa proposition de «compromis historique» —, le PCI s'interroge : comment «gouverner à partir des bancs de l'opposition ?», comment, en d'autres termes, imposer son projet propre, et introduire des «réformes de structures» destinées à «trans-

former l'État à la lumière de la Constitution», constitution dont il entend aujourd'hui se faire le meilleur soutien ?

UNE «STRATEGIE DE LA PRESENCE» DANS L'APPAREIL D'ETAT

Plus il se rapproche du pouvoir, et plus le PCI s'efforce de se donner le visage d'un «parti de gouvernement». Le voilà nanti de la présidence de la chambre des députés, de celle de sept des commissions parlementaires. A cela s'ajoute la direction, en union avec les autres partis de gauche, de 6 régions, les plus importantes parmi la vingtaine que compte l'Italie. Il contrôle de la même manière les plus grandes villes du pays : Rome, la capitale, mais aussi Turin et Milan, les deux plus grandes métropoles industrielles, ainsi que Gênes, Venise, Florence, Bologne, Pise, Livourne, Naples, etc.

Ce sont là des bases importantes, que le PCI entend utiliser à fond, et s'en servir comme des tremplins pour conquérir le maximum de postes clés, tant sur le plan politique qu'économique.

L'organisation des régions

Première étape dans ce proces-

sus, renforcer son pouvoir dans les régions qu'il administre. Et cela en jouant de trois cordes, trois atouts de choix pour la conquête progressive de l'appareil productif et l'investissement de l'appareil d'État. La gestion de Bologne et de l'Émilie-Romagne est, à ce titre, exemplaire.

● Premier instrument de cette pénétration, le système coopératif, vieille tradition italienne déjà présente avant la guerre dans l'agriculture, et qui a pris un essor particulier après la Libération. Force majoritaire dans la région dès 1945, le PCI a particulièrement favorisé le regroupement des petits paysans au sein de la Ligue des coopératives, appareil intimement lié au parti révisionniste et aujourd'hui devenu l'un des plus gros monopoles italiens. A la faveur de ce rassemblement, les petits paysans ont vu sans cesse leur pouvoir de décision et leur autonomie reculer, à l'intérieur de la Ligue, au profit des paysans moyens, voire des gros propriétaires. Dans le même temps, sous prétexte de favoriser un «développement anti-monopoliste», le PCI appliquait une politique particulière en direction des petites et moyennes entreprises en leur accordant des avantages, sous forme d'«aides» destinées à favoriser le développement des couches moyennes et d'une aristocratie ouvrière, qui est de longue date son meilleur soutien. Affiliées elles aussi à la Ligue des coopératives, ces petites industries sont entrées à leur tour dans un processus de concentration et de restructuration sévère, destiné à les rendre plus concurrentielles. Concentration des divers établissements, réduction des effectifs... Tous les travaux publics, toutes les initiatives communales, sont réalisées par la Ligue des coopératives, dont les dirigeants sont souvent membres du parti révisionniste.

● Autre instrument, tout aussi efficace, pour asseoir fermement sur le plan régional les propositions du PCI : l'appareil syndical. Là encore, le cas de l'Émilie Romagne est exemplaire : conséquence de la politique développée en faveur des PME, la classe ouvrière de cette région est particulièrement éclatée : si le taux d'occupation est supérieur à la moyenne nationale, en revanche le salai-

re horaire y est inférieur d'environ 30%. D'où une tendance à recourir plus qu'ailleurs aux heures supplémentaires, et au développement outrancier de la sous-traitance et du travail à domicile. Fragmentée, souvent marginalisée, la classe ouvrière d'Emilie Romagne est devenue l'une des moins combattives d'Italie. A l'intérieur des entreprises, le syndicat a la haute main sur l'embauche et l'organisation du travail ; les pratiques de collusion avec la direction des entreprises d'autant plus présentes que beaucoup de ces petits patrons sont eux mêmes membres du parti révisionniste, y sont donc d'autant plus faciles. Les travailleurs insatisfaits sur qui le discours sur «l'austérité nécessaire» et les sacrifices destinés à «sauver l'économie nationale» restent sans prise, sont aussitôt signalés au reste de l'usine comme des éléments anti-sociaux. Ainsi l'an dernier, lors des affrontements qui se sont produits à Bologne à l'occasion du mouvement étudiant, plusieurs syndicalistes révolutionnaires qui avaient participé à des manifestations contre l'accord syndicats/patrons et austérité, se sont vus exclus du syndicat et menacés de licenciement.

Tout en reprochant à la Démocratie Chrétienne d'user de «clientélisme» le PCI ne se prive pas d'avoir recours aux mêmes méthodes d'embauche dans les services des communes qu'il gère ; la promotion à l'intérieur de ces services, tout en ayant recours à des méthodes en apparence «démocratiques» (concours, etc) conduit en fait à ne confier de poste de responsabilité qu'aux membres du parti : ainsi, pour 5 postes réels à pourvoir, 10 candidats sont officiellement retenus, mais 5 seulement exerceront réellement les fonctions postulées, ceux que le PCI aura jugés les plus «aptes», c'est à dire les plus dociles.

● Enfin, troisième volet de cette base solide que constitue la direction d'une région, les administrations locales, multiplient les organes de gestion et de «consultation démocratique» regroupements inter-communaux, conseils de quartier, organes purement consultatifs, dont le PCI use également comme d'un outil de contrôle sur la population : c'est le rôle dévolu

LE PCI ET LA RÉFORME DE L'ÉTAT : UNE LOGIQUE ANCIENNE

● Dès 1947, selon le PCI, la Constitution Italienne (votée alors qu'il était lui-même au gouvernement) permet, «dans la pleine légalité institutionnelle», les «réformes de structures» nécessaires pour faire accéder les travailleurs à la gestion de l'Etat.

● En 1956, Togliatti, au 8^e Congrès du PCI, parle de «voie italienne» au socialisme, et de polycentrisme dans le mouvement communiste international. En même temps, il affecte de reconnaître une pluralité des expressions de la classe ouvrière, qui se retrouverait avec autant d'authenticité dans les organisations socialistes, communistes ou catholiques. Au Congrès, on parle de «corriger» certaines théories de Lénine sur la destruction de l'Etat bourgeois. Le rapport préparatoire lie l'organisation du socialisme au développement de la démocratie. La dictature du prolétariat y est refusée en tant que «domination antidémocratique et violente d'une minorité sur une majorité». L'accent est mis sur la nécessaire «collaboration» avec les autres forces politiques nationales.

En 1962: Le X^e Congrès adopte la théorie selon laquelle chaque conflit social doit avoir pour but de «transformer l'Etat à la lumière de la constitution», y conquérir de nouvelles positions de force pour y semer des «éléments de socialisme». A cette fin, il faut organiser les luttes de masse «autour d'objectifs permettant d'introduire des modifications dans les structures économiques et dans l'organisation politique» (Résolution politique du X^e Congrès).

Parallèlement, il convient de faire progresser la constitution d'un «bloc» social et politique «en état de réaliser dans la légalité constitutionnelle la transformation socialiste de l'Italie». Cela amène le PCI à soutenir un certain nombre de réformes qu'il juge «positives» et non «intégrables par le système», telles que la nationalisation de l'électricité, ou le statut des travailleurs. De plus en plus, il intervient dans le gouvernement pour pousser à la modification de

l'organisation du travail dans l'usine ; parallèlement, il entreprend de lutter contre l'absentéisme.

● Au XI^e Congrès, en 1966, l'accent est mis sur la nécessité d'établir un rapport entre le contenu de la lutte revendicative quotidienne dans les entreprises et le contenu d'une stratégie politique globale dans la société.

● En 1973, s'appuyant sur une analyse des événements du Chili selon laquelle l'échec de la tentative d'Allende serait due à une incompréhension et un manque d'unité dans le gouvernement d'Union, Berlinguer lance l'idée de «compromis historique», c'est-à-dire d'une entente durable entre différentes composantes : communiste, socialiste et catholique.

Opposant «voie démocratique et violence réactionnaire», Berlinguer écrit que «en Italie, la marche vers le socialisme se fera dans la démocratie et dans la paix». Il se réfère à l'unité de l'après-guerre pour proposer une présence accrue du PCI au Parlement, dans les Régions, dans les Institutions représentatives.

Mais comme, pour gouverner, «51 % de suffrages ne suffisent pas, ni l'alliance avec les seules forces de gauche», il est nécessaire de s'entendre avec la Démocratie chrétienne qui a une composante populaire et «ne saurait être par nature et pour toujours le parti de la Réaction».

Sous prétexte que «la D.C. a parfois trouvé une convergence entre toutes les forces populaires : avec nous (le PCI), avec le PS, avec d'autres forces démocratiques et antifascistes», il faut éviter d'entrer en conflit avec elle, mais l'entraîner dans un objectif unitaire.

1976 : A la veille des élections législatives, Berlinguer relève, dans le Programme de la D.C. au pouvoir depuis trente ans, et celui de son propre parti, de «nombreuses convergences».

● Le 20 février, jour de l'investiture du nouveau gouvernement d'Aldo Moro, de la D.C., Berlinguer déclare : «L'opposition existe, elle travaille, elle joue son rôle démocratique... Mais la majorité n'existe même plus dans sa consistance parlementaire... et les

Euro-révisionnisme et euro-révisionnismes

aux vigiles de quartier, qui ont pour tâche, sous prétexte d'«aide» à la population, de connaître parfaitement les habitants du secteur qu'ils contrôlent ; celui des «*consultori*» sorte d'équipe médicale et d'assistance sociale, qui joue un rôle de persuasion sur les familles, et dont le poids se fait sentir dans des occasions comme la lutte contre l'absentéisme ou le refus de l'avortement pour les femmes. Ces organismes divers qui renforcent l'emprise de la commune sur ses administrés, ne sont que les échelons inférieurs d'un système beaucoup plus vaste, qui permet aux administrations locales de peser de tout leur poids pour dépasser leur rôle purement administratif et arriver à un rôle de planification - jusqu'à l'échelon national - à la fois économique et politique, reposant sur le consensus, imposé de gré ou de force, entre ce que le PCI considère comme les trois courants «populaires» en Italie : communiste, socialiste et chrétien.

la région, base de pénétration dans l'appareil économique et financier

Ainsi, c'est par le biais des administrations locales que le PCI a commencé sa pénétration économique. En dehors du rôle, de plus en plus important, déjà joué par la ligue des coopératives, rôle déjà signalé plus haut, la région s'efforce d'exercer un contrôle sur les investissements des entreprises. Elle complète ainsi l'action des syndicats, dont l'objectif prioritaire, pour ne pas dire unique, aujourd'hui, est précisément d'obtenir ce contrôle, en canalisant vers ce but toute forme de lutte revendicative et en refusant tout autre but, en particulier la hausse des salaires. La région s'efforce de jouer un rôle de planification, et pour cela de pénétrer dans divers organismes de financement. C'est ainsi que le PCI a pu prendre le contrôle de la caisse d'assurance UNIPOL, qu'il s'est assuré des postes dans un certain nombre de banques, et

choses en sont arrivées à un point tel que l'opposition, justement parce qu'elle est constituée d'hommes non irresponsables (et de quelle façon !) à en tenir compte. Le vrai problème qu'affronte aujourd'hui l'Italie, c'est précisément celui de devoir créer une vraie majorité qui gouverne.

Pour la première fois, Berlinguer pose ainsi en termes clairs la candidature du PCI au gouvernement.

● Le 27 février, à Moscou, devant le 25^e Congrès du PCUS, Berlinguer déclare : «*L'Italie ne pourra trouver de débouché démocratique et de renouvellement social que si le PCI est appelé à participer sur un plan d'égalité avec des forces populaires et démocratiques d'orientation politique et idéologique différentes, à la direction de la vie politique nationale.*»

● Au mois de juin, le PCI précise encore sa tactique de pénétration de l'appareil d'Etat : en Italie, la «*société est la plus avancée du point de vue démocratique parce que plus qu'aucune autre elle a vu la classe ouvrière et les masses travailleuses jouer un rôle actif dans la reconquête, la défense et le développement de la démocratie.*» En fonction de cela, la ligne du parti doit être d'affirmer sa présence dans les institutions et de permettre la construction d'une «*alternative*» concrète «*compromettante*», qui consiste à «*faire comme si on était au gouvernement*», c'est-à-dire faire des propositions pour redresser la situation, de telle façon que ces propositions fassent comprendre la nécessité de changer le système parce qu'elles ne lui sont pas complètement intégrables. C'est en cela que cette attitude est «*compromettante*» : elle met le parti en situation de se «*faire juger*».

● Au mois de mai 76, à un mois des élections, le PCI propose à la D.C de former un «*gouvernement d'union nationale*» pour «*faire sortir le pays de la crise*» économique et politique dans laquelle il est plongé :

«*Notre proposition la voici : que, au moins pendant quelques années, c'est-à-dire pour une période suffisamment longue pour faire sortir le pays de la crise, pour lui apporter quelque soulagement,*

et le mettre sur une voie vraiment nouvelle, l'Italie soit dirigée par un gouvernement de coalition large et unitaire, qui comprenne tous les partis démocratiques et populaires sans oublier le PCI.

Ce «*gouvernement d'urgence*» n'entrerait pas en contradiction avec la stratégie de «*compromis historique*», mais répondrait «*de façon immédiate aux nécessités pressantes du moment*». Chaque parti pourrait décider ensuite quels développements donner à son action politique et quelles perspectives proposer à un pays sorti du plus noir de la crise».

L'objectif rapproché n'est pas l'avènement d'une société socialiste, parce que les conditions ne sont pas réunies, mais il s'agit d'obtenir, en introduisant des «*nouveautés*» dans les rapports de production, par la «*planification d'importants secteurs économiques*» et par «*l'extension de la vie démocratique*», d'atteindre des «*réformes de structure*», qui, par certains aspects, sont «*de type socialistes*».

En effet, selon le PCI, le capitalisme en Italie subit des crises depuis 30 ans, des déplacements et des modifications, si bien qu'on peut parler d'une «*société en phase de transition continue du capitalisme vers le socialisme*». On ne peut plus parler, en Italie, d'un Etat «*bourgeois*», parce que cet Etat doit coexister avec la puissance des syndicats et des partis.

Juin 76 : avec plus de 30 % des voix, le PCI peut peser très fortement sur la politique du gouvernement. A la chambre, il choisit l'abstention, pour ne pas provoquer de crise ministérielle, et soutient donc objectivement la Démocratie Chrétienne au pouvoir.

Janvier-février 77 : pour «*faire sortir le pays de la crise*», le PCI pousse à la signature d'un pacte social entre le patronat et les directions syndicales, pacte qui organise la mobilité du travail et la réduction du «*coût de la production*» par un blocage des salaires.

Février 77 : Berlinguer invite les Italiens à pratiquer l'austérité pour favoriser le redressement de l'économie.

Juillet 77 : le PCI signe avec les autres partis «*constitutionnels*» un accord de gouvernement qui organise la répression.

continue ses tentatives pour y favoriser son insertion : réunion et attaques publiques lancées par les cellules contre la gestion corrompue de telle banque régionale, interpellation au parlement pour obliger Stamatii, ministre des Finances, à enquêter sur leur administration, afin d'obtenir des changements dans le conseil d'administration. Ce scénario a été joué à Sienne, puis à la Caisse d'Épargne de la Lombardie, et maintenant pour la Banque de Naples. Mais cette campagne plusieurs fois répétée, qui met l'accent sur le déficit et les pertes essayées par les banques en question, se contente bien évidemment de poursuivre une «meilleure gestion» avec la participation de membres du PCI ! C'est ainsi que le parti révisionniste a proposé au gouvernement d'Andréotti toute une liste sur laquelle celui-ci pourrait choisir pour les organismes de crédit, des administrateurs compétents, membres ou sympathisants du PCI !

«La lutte des communistes pour la construction de l'État régional qui confie l'exercice du pouvoir aux assemblées élues des différentes instances territoriales — régions, provinces, communes —, instruments d'élaboration, d'exécution et de gestion des programmes démocratiquement définis, s'insère organiquement dans la stratégie de la voie italienne au socialisme», notait en 1973 la Commission régionale du PCI d'Émilie Romagne. Asseoir solidement son pouvoir dans une région, en faire un «modèle» de gestion «démocratique» et surtout, efficace, jouer de cette base pour revendiquer une plus forte participation dans les organismes d'État, cependant que la lutte pour cet objectif se mène également au Parlement, telle est la tactique du PCI. Mais pour que le «modèle» soit séduisant, pour qu'il s'attire les faveurs de la bourgeoisie régnante, il faut avant tout qu'il soit rassurant et rentable. Cela amène le PCI, dans les régions qu'il administre, à promouvoir une politique d'austérité et de sacrifices pour les travailleurs, telle qu'il puisse effectivement passer pour un meilleur gestionnaire des intérêts bourgeois que la démocratie chrétienne. Cela est particulière-

ment visible, par exemple, au niveau des dépenses publiques, dont le montant trop élevé à l'échelon national est depuis longtemps l'objet d'attaques incessantes de la part des amis de Berlinguer. Le PCI a trouvé en Émilie des formes particulièrement efficaces de lutte contre l'«inflation» de ces dépenses : celle par exemple de faire voter par le syndicat des employés des crèches municipales le caractère des heures supplémentaires, ce qui évite d'embaucher du personnel, ou la mutation de poste. Prise dans la nécessité d'être toujours plus efficace, l'administration bolognaise n'a pas hésité à revenir sur certains avantages

acquis par la population de la ville : suppression des tranches d'heures gratuites dans les transports, relèvement des tarifs, suppression d'un jour de congé dans certaines professions avec l'étalement sur 6 jours au lieu de 5 de la semaine de travail, etc. — modèle qui tend à nouveau à devenir un exemple pour la nation, dans la mesure où il s'intègre aux propositions défendues par la CGIL : *«Là où existent les possibilités d'organiser en même temps les services sociaux, les transports, l'habitat, nous revendiquons un travail sur 36 heures hebdomadaires mais en 6 jours, explique par exemple Bruno Trentin, secrétaire de la fédération CGIL*

EUROCOMMUNISME ET CORDON OMBILICAL

En dépit de ses affirmations d'«indépendance» à l'égard du PCUS (c'est Berlinguer qui a énoncé le premier la thèse du «polycentrisme»), le parti révisionniste italien n'a pas, il s'en faut de beaucoup, renoncé à ses liens privilégiés avec l'Union soviétique.

Au cours de l'été, il a choisi l'occasion d'une campagne lancée sur l'Europe et les relations internationales pour préciser sans ambiguïté ses positions.

Il n'est pas question, ont affirmé à cette occasion les responsables du PCI, de rompre avec l'Union soviétique ; en effet, tout d'abord, la crise dans laquelle se trouve l'Italie lui impose de collaborer avec les deux superpuissances.

En ce qui concerne l'Union soviétique, elle doit rester un partenaire privilégié : en effet, le 20^e siècle est celui du mouvement des peuples vers leur «autonomie» ; *«l'URSS, patrie de la Révolution d'Octobre, et aujourd'hui pays socialiste, avec toutes les particularités qui lui sont propres, fait partie de ce mouvement.»*

Aussi les échanges avec l'URSS et les pays de l'Est sont-ils multiples ; les représentants soviétiques viennent en Italie dicter leur volonté (comme à l'occasion du récent festival de Venise) sans que le PCI émette évidemment la moindre critique ; la ligue des coopératives, appareil intimement lié au PCI, commerce en priorité avec l'Est. Et les responsables révisionnistes font de fréquents déplacements à Moscou. L'accueil chaleureux réservé dernièrement à Berlinguer à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'Octobre montre suffisamment que les relations entre les deux partis sont au beau fixe et qu'en dépit de ses protestations, le PCI n'est pas prêt à couper le cordon ombilical qui le relie au «grand parti frère».

Euro-révisionnisme et euro-révisionnismes

(liée au parti révisionniste) et sur trois équipes. Ce qui devrait permettre une utilisation plus rapide et plus intense de la capacité productive, une augmentation substantielle de l'emploi et, au-delà de certains sacrifices transitoires que je ne sous-estime pas, tel est bien un nouveau mode de vie, une avancée par rapport aux normes de la société de consommation, au mythe de la semaine courte).

La région, champ d'expérimentation du «compromis historique»

Les «régions rouges», c'est-à-dire tenues par la gauche italienne, et en particulier par le PCI, tendent ainsi à devenir le champ d'expérimentation des réformes, des nouvelles formes d'organisation du travail, qui pourront ensuite être étendues à toute l'Italie. Elles sont aussi le lieu privilégié où le PCI s'efforce de donner corps et vie au «compromis historique» à la base. À maintes reprises, pour défendre sa ligne d'unité avec la Démocratie chrétienne, le PCI a mis l'accent sur le fait que, selon lui, celle-ci représente une composante importante du mouvement populaire et ouvrier. Berlinguer ouvrait le feu en 73, en déclarant que «la démocratie chrétienne ne saurait être par nature et pour toujours le Parti de la réaction» qu'elle a parfois trouvé «une convergence entre toutes les forces populaires, avec nous (le PCI), avec le PS, avec d'autres forces démocratiques et anti-fascistes». Sur cette base sur celle aussi que l'alliance est nécessaire avec les couches moyennes, représentées par la DC, le PCI s'efforce de multiplier dans les régions qu'il contrôle les organismes «pluralistes» où se trouvent ces diverses composantes. En se fondant sur le fait que la DC est un parti hétéroclite, qui comprend une partie bourgeoise et une partie populaire et paysanne, le PCI s'efforce de montrer que ces masses, drainées par la DC, et qui sont souvent utilisées par elle dans un sens réac-

tionnaire, sont néanmoins capables parfois d'imposer dans le combat syndical l'unité d'action et l'unité organique entre les trois traditions ouvrières, par exemple dans l'élection des délégués uniques de chaîne ou d'atelier, sans aucune référence à leur appartenance politique ou syndicale». De là, le PCI tire la conclusion que «la Démocratie chrétienne peut être influencée», et il lui offre largement la possibilité de participer, «aux côtés des communistes» à la gestion et la direction des organismes que contrôle le PCI. C'est le cas des différents «comités de quartier» dans les «villes rouges». Et ce modèle va très loin, puisque la première proposition — et la seule — faite par le PCI lorsqu'il a demandé une réforme du conseil d'administration, de la banque de Naples, citée plus haut, a été de signaler qu'il ne lui déplairait pas que le nouveau président soit un membre de la DC, afin de «garantir le pluralisme», aux côtés d'administrateurs du PCI, à la tête de la gestion du plus important centre financier du Mezzogiorno !

Cette politique d'«ouverture à la bourgeoisie démocrate chrétienne porte ses fruits. Un rapport de la commission du groupe Agnelli (le plus gros monopole italien) note que dans le contexte de crise actuelle, le PCI est le plus capable d'assurer une lutte efficace contre la crise, parce qu'il peut imposer des sacrifices aux travailleurs, que la DC est incapable d'obtenir. Et ce n'est certes pas un hasard si c'est dans la ville de Bologne, haut lieu d'implantation du PCI depuis la Libération (et avant !) que s'est réalisé pour la première fois le compromis historique : récemment (en juin dernier) la démocratie chrétienne locale a apporté son soutien à la mairie, dirigée par Renato Zangheri, membre du comité central du parti révisionniste.

La loi 382 : bataille autour d'une coquille vide

Mais toutes ces tentatives, si

couronnées de succès soient-elles, ne sont que l'une des pièces, maîtresse, de la stratégie du PCI pour la conquête de l'appareil d'État, «par morceaux». Elles se heurtent aux limites du pouvoir régional, doté de simples compétences administratives, avec un pouvoir législatif extrêmement réduit. Le «transfert du pouvoir aux régions» est depuis de longues années l'objectif premier que s'est fixé le PCI. «Voilà 30 ans que nous nous battons pour obtenir une décentralisation du pouvoir, avec transfert aux régions» soulignait Savelli, haut responsable du PCI, au cours d'une fête de l'«Unità» au mois de juillet, à Rome. Or, l'accord entre les partis, signé au début de l'été, comporte une clause allant dans ce sens. Elle a été soulignée comme une grande victoire par le PCI, qui y voit une avancée importante vers «l'application de la loi 382», ensemble vague de dispositions générales datant de 1975, et faisant état de pouvoirs plus importants aux régions.

Il s'agit là d'une vieille bataille parlementaire, perdue en 1947, et revenue sur le tapis avec la constitution d'un gouvernement de centre gauche en 1960. Il s'agissait de transférer aux régions des compétences en matière de «programmation économique», alors cheval de bataille des partis gouvernementaux. Puis, dans les années 65, naît le débat sur la nécessité de donner au moins aux régions des structures autonomes, avec des compétences législatives et exécutives. Violamment repoussée par la droite de la Démocratie chrétienne comme donnant la possibilité aux révisionnistes d'instaurer de petits gouvernements dans les régions qu'ils contrôlaient alors (Émilie, Toscane, Ombrie), ce débat n'aboutit qu'en 1970 à la constitution des régions comme centres administratifs autonomes. Entre temps, sous la poussée des luttes de 68-69 diverses organisations populaires se sont constituées localement, dans la foulée des conseils d'usine. Repoussant les illusions de la «programmation économique», ces organisations, en particulier les comités de quartier, s'efforcent de coordonner les luttes avec

celles menées par la classe ouvrière dans les entreprises. Naît alors le conseil de zone.

Devant le danger que représentent ces organismes nouveaux de lutte, le gouvernement démocrate chrétien sent la nécessité de lâcher du lest : de 72 à 75, divers décrets renforcent le pouvoir législatif des régions, lui accordent une compétence en matière d'aménagement du territoire, créent des organes intercommunaux, en rapport avec la région, lui donnent des moyens d'intervention sur la décentralisation de la production. En fait, cela conduit à renforcer le contrôle de la région sur les communes, dans la mesure où toute initiative de leur part, que ce soit en matière d'urbanisme, ou de services sociaux, doit être d'abord approuvée par la région pour entrer en vigueur.

Dans le même temps, la commune reçoit la possibilité d'absorber la poussée des organisations populaires qui s'étaient mises spontanément en place, par le biais d'une décentralisation administrative au niveau de la zone ou du quartier, institutionnalisés par la loi de 1975. Cette loi prévoit l'élection au suffrage universel de conseils de quartier ou de zone.

On a vu comment ces pouvoirs ont été utilisés par le PCI dans les régions qu'il contrôle : d'organes nés spontanément dans la lutte, il a fait le relais des institutions régionales, à fonction uniquement consultative, sans aucun pouvoir de décision. Là où il n'a pas réussi sa manœuvre de récupérer complètement les comités en question, comme à Milan, le PCI a opéré une scission parmi leurs membres, transformant une partie d'entre eux, de militants de quartiers en petits administrateurs dévoués au pouvoir communal.

Les nouveaux «acquis» obtenus à travers l'accord entre les partis, sorte de programme minimum de gouvernement signé au mois de juillet par les six partis de l'«Arc constitutionnel», et dont le PCI est l'un des principaux initiateurs, s'inscrivent dans cette logique. Loin de représenter une «démocratisation du pouvoir», comme

se plaît à le répandre le parti révisionniste, il ne s'agit en fait que d'une simple répartition des compétences administratives. En particulier, plusieurs centres importants de financement et d'épargne, (Chambres de commerce, Caisses d'Épargne, Caisse pour la propriété foncière, Croix rouge), étroitement liés à la DC, échappent toujours complètement au contrôle des régions et des communes, et viennent d'être renfloués.

C'est pourtant là l'une de ces «réformes de l'État» contre laquelle le PCI monnaie depuis des années son soutien presque inconditionnel à la Démocratie chrétienne. Poursuivant pas à pas sa stratégie d'investissement de l'appareil d'État à tous les niveaux, le PCI recherche avant tout la possibilité de placer aux divers postes de responsabilité des hommes à lui. Responsables d'entreprises, gestionnaires, administrateurs tirent le meilleur profit de ce «transfert du pouvoir aux régions». Si les masses n'en retirent pas un plus grand pouvoir de décision, les administrations locales en revanche, y trouvent une possibilité de contrôle accru. Dans la mesure où l'appareil productif en Italie, (à la différence de la France), est très largement dépendant du pouvoir d'État, en fonction de l'existence d'un vaste secteur public, toute «décentralisation» de ce pouvoir central est un pas important, aux yeux des révisionnistes, vers le contrôle direct de la région et de leur appareil sur l'industrie et l'économie. Cette forme particulière d'avancée vers l'instauration d'un capitalisme d'État (grignotage au niveau des pouvoirs locaux et lutte pour la décentralisation qui se combine avec le parlementarisme) est rendue d'autant plus facile au PCI par l'énorme disparité qui existe, en Italie, entre les différentes régions ; l'opposition traditionnelle entre un Nord industriel et un Sud sous-développé, quelquefois qualifié de «colonial» se double de particularités régionales extrêmement vivaces, héritage d'une unité politique tardive, imposée de l'extérieur, qui se répercutent sur les institutions. La «crise de l'État», caractérisée par l'inflation des couches de

fonctionnaires, la corruption régnante, le clientélisme, et l'inefficacité, facilite de ce fait la colonisation des structures étatiques par l'appareil révisionniste. A cela s'ajoute la faiblesse du parti social démocrate, qui n'a jamais pu se développer véritablement en Italie. De la sorte, rien ne fait obstacle à ce que le PCI occupe sans coup férir tout le terrain laissé par la Démocratie chrétienne en discrédit.

Pourtant, ce grignotage a ses limites. Si bien implanté soit-il dans tous les organismes régionaux, le pouvoir central lui échappe toujours, comme lui échappent toutes les organisations parallèles, mises en place au coup par coup par le fascisme et consolidées par la Démocratie chrétienne dans de nombreux secteurs (assistance sociale, santé, finances...). Pour mettre en place son projet, le PCI a besoin de conquérir aussi ce pouvoir central. Imposer, dans un premier temps, sa participation au gouvernement, quitte à le partager avec la Démocratie chrétienne, tel est le sens de la démarche, qu'il suit depuis des années. Tel est le sens du trop fameux «compromis historique». À cette fin, le PCI a échafaudé toute une propagande, toute une série de moyens tactiques, qu'il croit propres à lui servir de marchepied vers le pouvoir.

TROIS ÉTAPES DÉCISIVES

La défense des institutions

En 1969, une bombe placée par des groupes fascistes sur la Piazza Fontana de Milan fit plu-

sieurs dizaines de morts. Le lendemain, le PCI faisait annuler une manifestation revendicative prévue depuis de longues semaines. L'heure n'était pas, selon lui, à la lutte contre le gouvernement ; il fallait au contraire, au nom de la «*lutte anti-fasciste*» éviter tout ce qui pourrait «*semer la division*» et affaiblir le pouvoir de l'État. Il fallait ressouder «*l'unité anti-fasciste*» brisée après la guerre. Il fallait composer avec la Démocratie chrétienne au pouvoir, pour «*éviter qu'elle ne fasse alliance avec l'extrême droite*».

Depuis lors, le PCI n'a cessé de s'enfoncer dans la défense des institutions. Il le fait avec d'autant plus d'ardeur qu'il s'y trouve désormais bien représenté. Le schéma est simple : la constitution votée en 1947 avait donné à l'Italie un «*État démocratique*» dans lequel se trouveraient semés des «*germes de socialisme*». Partant, loin de tenter de l'affaiblir, il faudrait défendre et consolider cet État, pour éviter qu'il ne devienne la proie des fascistes.

Cette propagande sert d'alibi à la pire collaboration : toute tentative de lutte qui échappe au contrôle du parti révisionniste se voit qualifiée d'attaque contre la démocratie ; qu'un policier soit tué au cours d'une opération «*coup de poing*» dans un quartier populaire où se sont réfugiés des membres des «*Brigades rouges*», et le PCI déclenche une grève de soutien à la «*police démocratique*». Que la Démocratie chrétienne décrète l'état de siège dans la capitale, comme ce fut le cas pendant un mois l'hiver dernier à Rome, et le PCI annule toute manifestation. Que des travailleurs déclenchent des grèves de protestation contre le blocage des salaires (comme ce fut le cas cet été parmi les cheminots de Naples) contre la volonté des directions syndicales, et le PCI les dénonce à la vindicte publique comme des fauteurs de troubles qui aggravent la crise de l'économie et de l'État.

Dans son souci de restaurer l'autorité d'un appareil avec lequel il tend à s'identifier de plus en plus, le parti révisionniste va encore plus loin que la Démocratie chrétienne : il lui faut administrer à la bourgeoisie la preuve de sa capacité à gouverner. De là des

propositions «*positives, faites aussi de sacrifices et de renoncement, mais en premier lieu de transformations à demander et à conquérir*» (Bruno Trentin, secrétaire de la CGIL). Dans cette série entre le pacte social, conclu en janvier 76 entre les directions syndicales et le patronat, accord qui organise la mobilité de la main d'œuvre, la déqualification, le blocage des salaires, la réduction des jours fériés, la lutte contre l'absentéisme, la liquidation de l'échelle mobile, afin de «*faire sortir le pays de la crise*». Y prennent place également la proposition de réforme et de renforcement de la police, la propagande dans les usines pour accroître la production, le tout débouchant sur un accord pour un programme de gouvernement à court terme signé avec le pouvoir.

«L'accord à six», pain béni de Cossiga

«L'État est en guerre : il est juste d'employer les tanks»

Renato Zangheri, membre du CC du PCI, maire de Bologne

En juillet 1977, le PCI a signé avec la Démocratie chrétienne et quatre autres partis de l'«*Arc constitutionnel*» (c'est-à-dire ceux qui soutiennent la constitution de 1947) un accord portant sur un programme minimum de gouvernement. À ses yeux, cet accord correspond aux «*trois exigences de la période : défendre et développer l'ordre démocratique ; sortir en positif de la crise économique, réaliser certaines réformes longuement exigées par le pays*». En même temps, l'accord confirme : «*Cette exigence de solidarité entre les forces fidèles à la constitution, que le PCI a toujours recherchée et que le vote des Italiens a rendue possible*».

De quoi s'agit-il donc ? La thèse de départ est que «*de graves dangers menacent les institutions que — fruit du choix démocratique et anti-fasciste — constituent le fondement de la coexistence entre tous les citoyens*». Partant «*La défense des institutions exige de la part des organismes de l'État*

et des citoyens une action ferme et cohérente pour isoler dans la conscience populaire et battre avec les moyens approuvés par la constitution toute forme de subversion, pour briser avec des mesures appropriées, préventives et subversives, la criminalité».

Aussi diverses mesures préventives pour la défense de l'«*ordre public*» sont-elles au centre de cet accord ; ainsi le PCI a accepté que «*les mesures de prévention, (surveillance, interdiction ou obligation de résidence) seront étendues aux personnes qui préparent de graves délits tels que le terrorisme, la séquestration de personne, le vol à main armée et l'association à fin de trafic de la drogue*». La police sera «*autorisée à emmener dans ses bureaux, pour l'identifier, toute personne qui refuse de décliner son identité*». Chose plus grave encore, elle aura la «*possibilité de procéder à l'arrestation préventive de personnes que l'on suppose se livrer à des préparatifs de délits très graves, comme ceux cités ci-dessus*». Les perquisitions seront facilitées. Enfin, des «*dérogations seront apportées à la réglementation sur les écoutes téléphoniques, lorsqu'elles sont dirigées contre des personnes qui préparent des délits graves, dérogations toujours liées à l'autorisation du magistrat concerné*».

A cet arsenal de mesures préventives qui permettent d'emprisonner les individus sur de simples procès d'intention, et de museler très légalement tout opposant politique jugé «*dangereux*», viennent s'ajouter tout un ensemble de mesures «*techniques*» : militarisation de la police, amélioration de la formation et du matériel, revalorisation des traitements, amélioration du règlement. Mise en place d'une coordination, au niveau central et au niveau régional, des différentes polices. Dans le même temps, le PCI a approuvé : la constitution de prisons «*spéciales*», plus «*sures*», destinées aux «*prisonniers les plus dangereux*» et qui seront gardées à l'extérieur par les carabinieri ; la restructuration du corps des gardiens de prison, ainsi que des améliora-

tions de leurs conditions matérielles, destinées à en améliorer le recrutement. Enfin, il s'est déclaré favorable à une accélération du jugement dans le cas de délits particulièrement graves, notamment grâce à l'extension de la procédure d'urgence. Des mesures ont été prévues pour améliorer l'information et le contrôle sur la grande criminalité, entre autres la constitution d'une «*banque des données*» informatives sur la question.

L'austérité comme idéal pour les masses

«Rigueur économique» et «rigueur politique», pacte social et accord à six : le PCI a trouvé pour habiller ces deux résultantes de sa collaboration avec le pouvoir un nouvel oripeau : l'austérité.

L'austérité comme «levier de transformation de la société» devrait être en quelque sorte pour les travailleurs italiens un nouvel idéal, qu'il leur faudrait «imposer» (en donnant l'exemple !) à ceux qui les dirigent. Par là, ils feraient preuve de leur «hégémonie» sur la société toute entière.

Le premier pas a été franchi avec l'accord signé avec la Confindustria. La justification n'est venue qu'après coup ; elle s'efforce de se présenter comme un nouveau mode de vie, un nouveau mode de développement, lequel «ne peut se réaliser sans sacrifices» ; mais là ne se borne pas l'ambition de l'austérité : pour le parti révisionniste, il ne s'agit pas seulement d'une étape, d'une parenthèse en quelque sorte ; il s'agit au contraire d'un modèle durable : «*Il nous semble, déclare le PCI, que l'austérité doit retrouver non seulement son sens de rigueur, c'est-à-dire de correspondance efficace entre la fin et les moyens... mais aussi son aspect de vertu...*»

La formule a été lancée par Berlinguer ; elle est le couronnement de la propagande sur l'effort et les sacrifices ; elle a été accueillie avec enthousiasme par un patronat qui parle aujourd'hui volontiers du «rôle de moralisation

joué par le PCI dans la vie politique». Mais ce discours passe beaucoup plus mal auprès de la classe ouvrière, et de tous les «exclus», les «marginalisés», les deux millions de chômeurs du système italien pour qui l'austérité fait depuis longtemps partie de la vie quotidienne. La bourgeoisie ne se porte pas trop mal de cette austérité qui lui est «imposée» par la classe ouvrière : les profits de Fiat augmentent, les fonds de l'État renflouent les trusts au bord de la faillite, comme par exemple à Montedison. Et Berlinguer frappe à la porte du pouvoir sans qu'Andréotti juge bon de la lui ouvrir. Pourquoi le porter au gouvernement alors qu'il joue si bien son rôle dans l'opposition ?

LES REVERS D'UN COMPROMIS

Les enseignements de Bologne

A vouloir «mieux faire» que le pouvoir, le PCI a sans doute gagné la confiance de bien des notables, d'intellectuels, voire même de couches populaires séduites pour un temps par son image de «parti aux mains propres» à laquelle ne peut plus prétendre depuis longtemps la Démocratie Chrétienne.

Mais il s'aperçoit aujourd'hui qu'il a peut-être trop bien joué son rôle, avec effarement, il découvre qu'il cristallise sur lui toutes les accusations que peuvent porter au pouvoir les éléments les plus exploités de la société italienne. Le rassemblement de Bologne est, à ce titre, significatif.

A Bologne, du 23 au 25 septembre, 50 000 personnes, —jeunes prolétaires, femmes en lutte, chômeurs organisés, militants syndicalistes— se sont rassemblés pour débattre des «*problèmes de l'Etat et de la Démocratie en Italie, de la répression, des jeunes, des chômeurs*».

Rassemblement du «Mouvement» c'est-à-dire de toutes les forces d'opposition qui refusent la politique «d'abstention» et le «Compromis historique», c'était donc aussi celui de la «gauche extra parlementaire», avec des composantes aussi diverses que des organisations révolutionnaires et l'«aire de l'autonomie», dans laquelle certains prônent la lutte armée, aujourd'hui, contre l'Etat. Que pareil rassemblement se tint, précisément dans le fief le plus ancien du parti révisionniste avait plus que valeur de symbole : c'était un véritable défi. A Bologne, le PCI a été mis en accusation.

On y a fortement dénoncé «*une attitude politique et un climat culturel qui veulent étouffer les voix du désaccord et de la critique de ceux qui ne se reconnaissent pas dans les institutions, en leur ôtant toute possibilité de s'exprimer et en les isolant politiquement*», climat dont «*l'accord entre les partis de l'arc constitutionnel (auquel appartient le PCI), qui fait la part belle à l'ordre public, constitue un résultat significatif*». (Comité pour la défense des libertés constitutionnelles constitué par 200 employés communaux de la ville de Bologne). Le Mouvement de la Magistrature Démocratique a souligné le «*phénomène alarmant de l'accoutumance à la criminalité du pouvoir et à la brutalité des appareils... (qui) a trouvé dans l'accord à six, sa sanction politique définitive et une base pour de graves développements ultérieurs*» ; l'Assemblée nationale des délégués des cheminots a apporté une contribution sur «*la répression dans l'usine et la pratique anti-démocratique à l'intérieur du syndicat*». En dépit de ses contradictions et de ses limites théoriques et pratiques, clairement reconnues, le «mouvement» a refusé les manœuvres de division ; en s'efforçant d'établir le dialogue avec le prolétariat de Bologne, il a montré sa ferme volonté de déjouer les «*tentatives de marginalisation en ghetto et de répression*» à son encontre. Autant de traits qui constituent un acte d'accusation sévère du PCI, dont les fondements se sont trouvés sanctionnés au cours des derniers mois, la perte par la FGCI (organisation de jeunesse du PCI) de 20 % de ses membres, la mise en minorité des motions élaborées par ce parti dans

plusieurs Congrès régionaux de la CGIL, les questions de nombreux militants à une direction qui ne leur propose d'autres perspectives aujourd'hui que d'affirmer leur «*confiance dans l'Etat, dans ses institutions, et dans le PCI qui les défend*».

Le PCI ne s'est pas trompé à cette manifestation : plusieurs semaines avant le rassemblement, il en dénonçait le caractère «*anticommuniste*», et entamait une campagne sur le thème «*le fascisme aussi a commencé par une marche sur Bologne*», pour le discréditer.

Zangheri, le maire de la ville, membre du comité central du parti révisionniste criait bien haut que «*Bologne a la réputation d'être un succès de gouvernement local par la gauche. L'image d'une cité bien administrée, dans un pays si atteint du «malgoverno», s'est répandue jusqu'aux confins de l'Italie. On veut détruire cette image*». Et tout en affectant le mépris le plus complet pour «*ces pouilleux*» qui ne réussiraient pas à «*détruire Bologne*», Berlinguer cherchait du soutien auprès du ministre de l'Intérieur Cossiga, et prenait avec lui toute mesure capable d'éviter les incidents : entrevue préparatoire des parlementaires bolognais avec les ministres de la DC, accord avec Andreotti pour une présence permanente de ces parlementaires dans la ville, délégation à Bologne d'inspecteurs du Ministère de l'Intérieur, liaison téléphonique permanente avec le Ministre lui-même, présence «*discrète*» de 6 000 policiers dans la ville, prêt à intervenir au moindre signal.

Et cela a été avant tout le signe de la faiblesse du parti révisionniste. Il a eu beau essayer par la suite de restaurer son image de parti «*démocratique*», («*Nous ne nous soustrairons pas au débat*»), son crédit est entamé. Pas seulement parmi les masses. Aussi dans la DC. Accusé en son sein même, de «*servir d'infirmière à la restructuration capitaliste*», le PCI commence également à se voir discrédité aux yeux de la bourgeoisie.

Des services mal payés

Les événements des derniers mois montrent bien le borbier où s'enlise le PCI, qui rencontre aujourd'hui des difficultés sérieuses dans la poursuite de sa politique de compromis. Depuis les élections de juin 76 en particulier, la radicalisation de la lutte de classes ne permet plus un accord réellement paritaire. La demande de «*gouvernement d'urgence*» faite par le PCI a été repoussée avec dédain par la Démocratie Chrétienne : le PCI n'a

pas été capable d'empêcher les luttes étudiantes du mois de février, il n'a pas su empêcher les manifestations de chômeurs, il n'a pu éviter des grèves sauvages d'éclater, ni une opposition syndicale de se former. «*On croyait que le PCI pouvait tout faire*, écrit le *Corriere della Sera*, organe de la DC ; *on s'aperçoit qu'il n'en est rien*». Cette limite, la Démocratie Chrétienne la lui fait payer cher : programme économique ?, soit ; accord à six ? très bien ; partage du pouvoir ? Cela n'est pas à l'ordre du jour !

«*Une opération sérieuse à la Démocratie Chrétienne*» dit-on à la direction du PCI, *veut dire le désordre*». Aussi, le parti révisionniste, pris au piège de sa propre pro-

LE PCI FACE A BOLOGNE : CRIMINALISER L'OPPOSITION

Lucien Lombardo, dans une «tribune libre» du «Corriere Della Sera» du 1^{er} septembre :

«*Nous sommes extrêmement préoccupés par le rassemblement anti-communiste libertaire de Bologne qui a été annoncé ; je l'ai défini, dans un numéro de l'Unità du mois d'août, comme une tentative d'«expédition punitive» contre une citadelle de la démocratie et du mouvement ouvrier. Rossana Rossanda a parfaitement raison d'affirmer que l'objectif du mouvement, c'est la gauche, c'est la «rupture du mouvement ouvrier à tous les niveaux». Et les Républicains ont également raison d'être préoccupés par le rassemblement qui, que ses organisateurs le veuillent ou non, se présente comme une attaque dirigée contre la commune la plus importante tenue par la gauche, comme un «sac de Bologne».*

Mais la stratégie capable de vaincre les nouveaux commandos fascistes, (et peu importe qu'ils se disent «libertaires») sera celle de l'isolement politique, idéologique et moral. Aujourd'hui, un élément important pour réaliser cet isolement, c'est de défendre avec vigueur les principes de la liberté dans la légalité, et de la légalité semblable pour tous, réduisant à néant tous les prétextes libertaires, en dénonçant, nous tous les premiers et avec force, les actes arbitraires».

Berlinguer : «*A l'égard des «autonomes», de ceux qui donnent à la lutte politique les formes aberrantes que j'ai soulignées plus haut (ceux qui prennent comme cible principale de leur vandalisme et de leurs actions criminelles le mouvement ouvrier organisé et donc le PCI, ses dirigeants, ses militants, ses journalistes), nous avons le devoir d'être nets : il s'agit d'organisations extravagantes mais lucides d'un nouveau «squadisme», et on ne peut les caractériser d'une autre appellation que celle de «nouveaux fascistes».*

Pajetta : «*Garantir l'ordre, pour nous, veut dire garantir la vie démocratique. Je me rappelle l'époque où l'on garantissait l'ordre différemment en Italie. Je voudrais dire... que ceux qui incarnèrent pendant des années la répression en Italie, les fascistes, avaient commencé eux-aussi par marcher sur Bologne, alors que la ville venait d'élire pour la première fois un maire communiste».*

pagande, est-il prêt à toutes les concessions ; et la DC joue à son gré de cette arme. C'est elle qui a imposé ses positions à travers l'accord à six, en lâchant quelques miettes sur les Régions en échange de mesures répressives. Elle a fait céder le PCI sur tous les points, y compris sur ceux exigés par le FMI (Fonds monétaire international) en échange des crédits qu'elle demandait, et sur lesquels le PCI jusque là tenait encore bon, comme, par exemple, la liquidation de l'échelle mobile, qui doit être rediscutée en novembre.

A la faveur de ces reculades, la majorité des syndiqués voient leurs instruments de lutte historiques devenir des outils de gouvernement.

L'accord entre les partis signifie une situation de fait où le PCI va vers l'affrontement avec les masses, non seulement sur le plan du pouvoir politique, mais sur celui des besoins matériels eux-mêmes. Or, cela commence à être ressenti violemment.

Sur cette base, des luttes se déclenchent contre la politique du PCI : au mois de juillet, après la signature de l'accord, des luttes importantes se sont déclenchées, chez Fiat, à l'Ignis, parmi les cheminots, chez Philips. Ces luttes sur les contrats exprimaient une situation nouvelle. Par exemple, après l'occupation de la gare de Naples, 300 cheminots envahissent le siège du syndicat pour imposer l'assemblée de Rome, où doit être discutée la plate-forme des cheminots napolitains, programme de lutte qui ne porte pas seulement sur la question des salaires, mais aussi sur celle des loyers, avec une remise en cause de la fameuse loi sur l'«équo canone», loi de réglementation des loyers dont le PCI accepte le déblocage. Cette initiative se heurtant au verrouillage syndical à travers la «fonction» de délégués, qui y voient une «*attaque anti-gouvernementale et anti-syndicale*», les cheminots décident d'aller aux portes des usines appeler à la riposte.

Quoique ces luttes demeurent sectorielles, elles ne manquent pas d'entamer la crédibilité et l'autorité du PCI. Il a déjà perdu des voix dans le Mezzogiorno. Le voici mis en minorité dans plusieurs Congrès syndicaux, en particulier ceux des travailleurs de l'école. Sa perte

d'influence est surtout sensible chez les jeunes, en particulier depuis l'affront essuyé par Lama, secrétaire général de la CGIL, à l'université de Rome.

Est-ce à dire que pour autant le révisionnisme est en perte de vitesse ? La situation dans l'extrême gauche est trop peu claire pour offrir une alternative et une riposte globale. Mais le malaise à la direction du PCI est évident. D'autocritique en autocritique, les dirigeants révisionnistes multiplient les mea culpa à chaque Comité Central. Ils n'ont pas «*su voir à temps l'inquiétude légitime des jeunes qui, ayant fait des études et pu espérer un certain statut social, voient leurs espoirs déçus et s'interrogent sur le travail qu'ils pourraient obtenir*». Ils ne se sont pas assez «*préoccupés de toutes les personnes placées par la crise dans une situation marginale*». Que faire des chômeurs ? Ne faudrait-il pas les organiser dans les syndicats ? Chacune de ces autocritiques est suivie d'une tentative de récupération plus ou moins boiteuse, mais dont certaines peuvent, pour un moment, colmater les brèches ouvertes par la révolte contre le «Pacte social». C'est le cas par exemple à Naples, où le PCI pratique un clientélisme forcé pour introduire la division parmi les chômeurs, profitant de la faiblesse de l'extrême gauche, incapable encore, de rompre ces liens.

Tout cela favorise à l'intérieur du PCI, la résurgence de tendances jusque là plus ou moins étouffées par la «ligne Berlinguer». N'est-il pas temps d'exploiter les contradictions à l'intérieur de la Démocratie chrétienne dont certains pans sont favorables au «compromis historique» ? «Non», affirme Berlinguer, nous devons miser sur l'unité et la confiance. «Peut être bien», sussure Ingrao, dont les sympathies pour le PC portugais sont connues. Avec le poids que représente aujourd'hui le PCI, tant dans les entreprises grâce à l'appareil syndical qu'il tient encore bien en mains, qu'au niveau des institutions, certains se prennent à rêver d'une opération à la portugaise, qui connaîtrait un autre succès.

Ce n'est pas cependant, pour l'instant, la tendance dominante. Le PCI a pris son parti des conces-

sions. Il vient ainsi de donner en démonstration brillante de ce que signifie, pour lui, la «démocratie», en acceptant sans ambage, que les élections du mois de novembre, au cours desquelles environ quatre millions d'électeurs auraient dû, au terme de la Constitution, renouveler leurs administrations locales, soient ajournées jusqu'au printemps. Ce n'est certes pas un hasard si cette décision a été prise quelques jours après le rassemblement de Bologne. Les luttes de l'été qui ont montré l'existence, à l'intérieur des syndicats et au parti lui-même, d'un fort courant opposé au gouvernement actuel et au compromis historique, le succès de la campagne de signatures menée par l'extrême gauche pour obtenir la convocation de huit référendum sur des problèmes brûlants en Italie, l'immense mouvement de protestation provoqué par l'assassinat de Walter Rossi, ont été autant de facteurs qui font craindre au PCI la remise en question du cadre politique actuel. Seul de tous les partis de l'Arc Constitutionnel, il n'a émis aucune réserve sur ce renvoi. A l'opposé, les résistances ont été plus vives dans la Démocratie chrétienne, qui guette le moment propice où, le PCI étant suffisamment discrédité, elle pourra provoquer des élections d'où elle sortira, sinon majoritaire, du moins suffisamment confortée pour se passer des services des révisionnistes et les renvoyer sans autre forme de procès sur les bancs de l'opposition. ■

PCE : UN RÉVISIONNISME MENAÇANT

Le Parti «Communiste» Espagnol vient de signer avec le gouvernement Suarez un pacte économique, politique et social qui constitue une nouvelle version du compromis historique naguère inauguré en Italie. Le pacte de La Moncloa va bien au-delà d'un accord pour sortir de la crise économique, en imposant aux travailleurs une politique d'austérité. Il définit le cadre politique, institutionnel dans les limites duquel devra évoluer la démocratie espagnole. Gare à ceux qui tenteront d'en sortir : le PC, avec les autres partis d'opposition a accepté une loi sur l'ordre public qui prévoit entre autres, la restructuration des forces de police et la création d'une brigade anti-terroriste. La signature du Pacte représente certes un pas en arrière par rapport aux propositions du PC de former un gouvernement d'Union nationale pour sortir de la crise. Il n'est pas possible pour le moment, dit Carrillo. Mais le PCE prépare l'avenir : « *Je pense que dans un délai de 3 ou 4 ans, cette société sera démocratique* », dit Santiago Carril-

lo. Est-ce le délai que s'assigne le PCE pour transformer ses 9 et quelques pourcents de voix en une force bien plus considérable ? Quelle est la force réelle d'un parti dont l'influence politique déborde largement le poids électoral ? Comment la tactique actuelle s'inscrit-elle dans la stratégie de l'eurorévisionnisme dont le PCE se fait le champion ? Quelles contradictions suscite-t-elle dans les rangs du PC et dans la classe ouvrière espagnole ? Entre la vive polémique menée par la revue soviétique «Temps nouveaux» et la participation officielle de Carrillo aux cérémonies commémoratives de la Révolution d'Octobre, que penser des rapports avec l'Union Soviétique ?

LE PACTE SOCIAL DE LA MONCLOA

Une crise économique profonde

Quelques chiffres peuvent donner une idée approximative de la situation économique de l'Espagne : le taux d'inflation officiel se situera cette année autour de 31 % et les prévisions faites par l'OCDE laissent planer le risque d'une inflation à la chilienne ou à l'argentine, dépassant les 120 %, si aucun plan global n'était mis en place. Le taux de chômage officiel dépasse 5,5 % de la population active, ce qui représente un million et demi de chômeurs, dont la moitié en état de chômage endémique, et par conséquent non comptabilisé dans les statistiques officielles. Environ 110 entreprises de taille moyenne disparaissent par mois à l'heure actuelle. Les PME représentent encore 80 % de l'appareil productif espagnol. Depuis deux ans environ l'évasion du capital et l'arrêt des investissements étrangers ont lourdement affecté une balance des paiements en déficit de quelques 4 000 millions de dollars. La dévaluation de la peseta, en juillet dernier, si elle a réactivé le tourisme, n'a pas eu de résultats nets sur les exportations. En revanche, elle a aggravé le poids des importations : l'Espagne est très tributaire de l'extérieur, non seulement pour l'énergie et les matières

premières, mais même pour son alimentation !

Les difficultés conjoncturelles se trouvent aggravées par des déséquilibres structurels. Les secteurs qui ont été les plus modernisés, la sidérurgie, les chantiers navals par exemple, sont justement ceux où la crise des débouchés se fait le plus vivement sentir. Dixième puissance industrielle dans le monde, l'Espagne aspire à mieux s'intégrer dans les circuits économiques internationaux et notamment européens, à un moment où ceux-ci sont saturés. Reste l'agriculture : c'est vers elle que se tournent les nouveaux responsables de l'économie espagnole, l'équipe de Fuentes Quintana. Mais cette agriculture offre le curieux mélange de secteurs très modernisés, grandes propriétés du Sud ou de la Mancha, terres à blé, à olivier, et de secteurs très archaïques, avec parfois un grand morcellement des parcelles, ou des terres en friche. Le projet de l'équipe de Fuentes Quintana est de renforcer la transformation capitaliste de l'agriculture, pour la rendre compétitive par rapport aux futurs membres du Marché Commun et à l'Italie et la France. Qu'il s'agisse de l'industrie ou de l'agriculture, le mot d'ordre de la période est la rationalisation, la restructuration. Les différences de programme entre Suarez et les partis bourgeois d'opposition portent non sur l'objectif, mais sur la rapidité avec laquelle l'atteindre et les moyens d'éviter de trop grandes déchirures « dans le tissu social ».

700 jours pour retrouver la prospérité ?

Le Pacte de La Moncloa est une tentative pour répondre globalement à ces difficultés. Avec l'aval des partis bourgeois d'opposition, le blocage des salaires va être reconduit : augmentation des salaires limitée à 22 %, c'est-à-dire au taux maximum d'inflation prévu. Mais le calcul de l'indice des prix doit être remanié en un sens plus restrictif. D'après le responsable de l'Institut National des Statistiques, Blas Calzada, le pouvoir d'achat des travailleurs continuerait à se dégrader jusqu'en 1979, et ce n'est que dans deux ans que l'in-

flation pourrait être limitée à 15 % par an, tandis que la demande intérieure baisserait de 0,6 %. C'est donc une politique d'austérité très rigide que le PSOE et le PCE ont accepté d'approuver. Le Plan de La Moncloa aboutira, d'après le même Blas Calzada, à une augmentation d'environ 100 000 chômeurs en 78 et autant de « sans travail ». Une autre disposition du Plan montre bien jusqu'où sont allés les révisionnistes dans la politique de gestion de la crise : ils ont accepté que les patrons puissent licencier jusqu'à 5 % de leur personnel, et plus si dans les luttes les travailleurs dépassent la limite du blocage des salaires. Pourtant, le PC crie victoire et certains journaux espagnols parlent du « triomphe des communistes » : cela s'appuie sur l'extension progressive de l'allocation-chômage à tous les sans-emploi, et sur un certain nombre de « mesures sociales » : relèvement des retraites, création de 800 000 places dans les écoles, plan de construction d'habitations bon marché. Mais dans le même temps, le budget de l'Etat sera un budget d'austérité qui diminuera les dépenses pour la santé, l'éducation par exemple. L'Etat prendra en charge 50 % des prestations sociales pour tout nouvel emploi créé par une entreprise.

La «thèse des contreparties»

Les sacrifices imposés à la classe ouvrière et au peuple vont être extrêmement lourds en définitive. Santiago Carrillo déclare : « *La classe ouvrière accepte de ne pas voir augmenter son niveau de vie pendant un an et demi, mais elle ne l'accepte pas pour rien* ». Les révisionnistes mettent en avant la thèse des contreparties. Les sacrifices imposés aux masses supposeraient des compensations sur le terrain politique. Marcelino Camacho, leader des Commissions Ouvrières, tenues en main par le PC, a été encore plus explicite : « *Face à la crise, les travailleurs vont donner un coup de main, parce que l'intérêt de classe n'est pas contraire à l'intérêt national, et si le pays va à la catastrophe, les travailleurs n'en tireront aucun bénéfice* ».

Le PC ne manque pas une occasion de faire valoir son sens des responsabilités, son réalisme, à tel point qu'il a été félicité récemment par la formation politique qui est l'héritière la plus fidèle du franquisme, l'Alliance Populaire de Fraga Iribarne : « *Un Espagnol qui a les vertus et les défauts de la race* », voilà en quels termes il a présenté Santiago Carrillo. La satisfaction manifestée par le PSOE est à peu près égale à celle du PC : à Camacho qui déclare que c'est « *même un pacte progressiste* », et que « *c'est une partie du programme que nous avons quand nous étions en prison* », Felipe Gonzalez répond comme en écho que Suarez a pour ainsi dire volé son programme à l'opposition et que, s'il était appliqué, « *il approcherait l'Espagne de la perspective socialiste* ». Le PC parle de « *programme commun à l'opposition et au pouvoir* », et son plus brillant économiste, Ramón Tamames, ajoute : « *C'est le premier plan sérieux depuis 1973* ».

UN DES ENJEUX DU PACTE : LE CONTRÔLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE PAR LES RÉVISIONNISTES

En réalité, il y a bien effectivement des « contreparties » à ce pacte, mais des contreparties pour les révisionnistes : ce n'est qu'un sordide marché, conclu sur le dos des travailleurs, mais dans lequel le PC a obtenu des assurances pour les prochaines élections syndicales. En effet, au cours des discussions menées entre le gouvernement et les syndicats, deux thèses se sont affrontées : ou bien renforcer le poids des « grandes » centrales, l'UGT du Parti Socialiste, et les Commissions Ouvrières du PC, ou bien permettre aux syndicats révolutionnaires, moins importants, tels le Syndicat Unitaire (S.U.) et la C.S.U.T. (Confédération des Syndicats Unitaires de Travailleurs) d'étendre leur influence. Dans le premier cas, l'essentiel de l'activité syndicale se ferait au niveau du Conseil d'Entreprise qui seul pourrait convoquer

les réunions, les assemblées et traiterait des problèmes d'hygiène, de sécurité, des licenciements, etc. Dans le second cas, la vie syndicale se ferait essentiellement au niveau de l'assemblée d'usine, et permettrait une plus large démocratie de masse, une plus grande confrontation d'idées. Ce débat sur les futures instances syndicales en recoupe un autre, sur les modalités de désignation des futurs délégués : pour les grandes centrales, sous prétexte d'éviter la division de la classe ouvrière, la dispersion en de multiples syndicats, il faudrait que 10 % du personnel de l'entreprise (ouvriers et secteur administratif) au moins soutiennent le futur délégué. Cette disposition revient à exclure les syndicats qui se battent sur des positions de classe fermes, et qui sont influents chez les ouvriers, mais moins chez les agents commerciaux et techniques, ou qui sont bien implantés dans une usine du trust, et moins dans une autre. Or, au cours des négociations de La Moncloa, le PCE a reçu des assurances pour un processus électif et une charte syndicale qui lui permette de renforcer son influence et de marginaliser les syndicats les plus combatifs. Il bénéficiera plus de cette mesure que l'UGT, car il est mieux implanté, dispose de plus de cadres et de plus de prestige que l'UGT. Récemment, il a ouvertement souligné les « dangers du syndicalisme d'assemblées, souvent irresponsable ». Les futures élections syndicales amèneront également une répartition des biens de l'ancien syndicat fasciste, au prorata des voix obtenues. Le patrimoine du syndicat vertical est évalué à plus de 3 milliards de pesetas et signifie un réseau de locaux dans les moindres bourgades. Mais plus encore que cet aspect, c'est le contrôle politique de la classe ouvrière pour les prochaines années qui est l'enjeu décisif de ces tractations. En période de crise économique, être à même d'empêcher une coordination nationale des luttes contre le pacte de La Moncloa, voilà qui intéresse autant Suarez que le PC. A l'heure actuelle, 80 % des ouvriers espagnols ne sont pas syndiqués. Mais dans les prochains mois, la bataille syndicale va quelque peu modifier cette situation.

Il est clair que le PC n'est pas en mesure aujourd'hui d'empêcher des luttes dures, très radicalisées, d'éclater dans des secteurs déterminés.

Après les grèves de l'hôtellerie et de la chaussure en septembre, la grève des chantiers navals de Cadix, les violentes manifestations de masses qui se sont déroulées avec l'appui de toute la population, montrent bien leurs limites. Dans ces luttes sectorielles, à la base, les syndicats révolutionnaires, le S.U. et la C.S.U.T. jouent un rôle très actif, parfois prépondérant, tandis que les grandes centrales brillent par leur absence. Mais pour l'instant, ces syndicats n'ont pas les moyens d'unifier ces luttes en un vaste mouvement d'ensemble, à l'échelle de tout l'Etat espagnol. Les conquérir est pour ces syndicats l'enjeu de la bataille syndicale. De là va dépendre, en grande partie, le succès ou l'échec du Pacte Social de La Moncloa.

«C'est au parlement qu'il faut lutter»

Cette absence dans les luttes à la base, le PC ne s'en cache pas. Avant le Pacte de la Moncloa, il expliquait que les manifestations, les grèves, cela avait du bon, du temps du franquisme. Sous prétexte «qu'il faut envisager les solutions politiques de fond et ne pas se cantonner aux mouvements revendicatifs», le PCE considère que c'est au Parlement, ou mieux, directement au Palais de La Moncloa que se traitent les questions politiques de fond, et pas dans les usines ou dans la rue. Il mettait en garde contre la «dialectique du désespoir» qui pouvait être préconisée par certains. «Un mouvement revendicatif pour exiger des augmentations de salaire de 25 à 30 % aboutirait à une situation sans issue», proclamaient certains de ses dirigeants.

A présent, avec le Pacte de La Moncloa, cette attitude est généralisée. De fait, malgré des luttes sectorielles dures qui ne manqueront pas d'éclater, le gouvernement Suarez a gagné un certain répit. Le mois qui vient va être polarisé par les élections syndicales, et il se pourrait bien que le renouvellement des conventions collectives, traditionnellement période de luttes revendicatives importantes, coïncide avec les élections municipales dans lesquelles la plupart des partis compte s'investir.

Démocratie ou fascisme ?

La tactique du PCE repose sur une analyse de la situation dans laquelle l'alternative est toujours pour l'Espagne entre démocratie et fascisme. Carrillo a déclaré récemment : «Nous avons pensé qu'il fallait négocier et répartir le poids de la crise de telle manière que la plus grande partie des catégories sociales demeure au côté de la démocratie, et que leur mécontentement ne puisse pas être utilisé pour faire revenir le pays en arrière». Un autre dirigeant du PC estimait que les chômeurs, les jeunes pouvaient constituer un risque pour la démocratie.

Quels sont effectivement les risques d'un retour au fascisme ? Certes, les bandes terroristes d'extrême-droite continuent à agir. Certes, l'armée n'est pas totalement expurgée de ses officiers fascistes, bien qu'un mouvement systématique de mise à la retraite anticipée, de façon régulière, de dissolution du haut état-major s'effectue depuis un an. Certes, la police est toujours la police de Franco qui torturerait et assassinerait. Mais au service de qui sont ces instruments répressifs ? Le PC implicitement a la conception d'une armée pouvant jouer sa propre carte politique, disposer de son autonomie. Outre qu'elle n'est pas homogène, elle est au service d'une classe qui a choisi - parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement - d'entrer dans le jeu démocratique bourgeois, parce que c'est à l'heure actuelle la solution la plus économique pour maintenir ses privilèges. Ce choix, les secteurs hégémoniques de la classe dominante l'ont fait et malgré des grognements, des réticences, des nostalgies. Les grandes banques, les grands trusts ont manifesté leur appui à la politique du pouvoir. Un membre du comité exécutif de la CEOE (Confédération Espagnole d'Organisations Patronales), l'équivalent du CNPF, a déclaré : «La déclaration de La Moncloa présente des aspects positifs comme le fait de reconnaître la gravité de la situation économique, le blocage des salaires, la diminution des dépenses de la sécurité sociale, et le choix clair des données de l'économie

de marché ». Les points négatifs sont, aux yeux des patrons des points mineurs : leur absence aux discussions de La Moncloa, les limitations «imposées» aux licenciements, et le délai d'application de la réforme fiscale : « *Nous préférons 4 ou 5 ans, aux 6 mois prévus* ».

Le PSOE a critiqué assez durement la thèse du PC sur le risque d'un retour au fascisme : « *A force de répéter qu'il y a un danger militaire, on alimente ce danger. A force de dire qu'un Pinochet va arriver, à force de créer une telle psychose dans le pays, on favorise une solution à la Pinochet. Je ne crois pas que la situation soit si catastrophique et, de toute façon, on n'a pas le droit de faire du catastrophisme pour justifier la formation d'un gouvernement de concentration nationale, comme le souhaitent les communistes* ».

Le cadre politique de la démocratie bourgeoise espagnole

Le Pacte de La Moncloa est aussi tout un programme de réformes politiques, de réformes de structures pour entamer « *une étape nouvelle qui conduira à un système économique stable, capable de réduire les tensions actuelles de la société espagnole* » (communiqué commun).

Le PCE présente ces réformes comme un pas vers la démocratie. En réalité, c'est le moyen pour lui de pénétrer plus avant dans l'appareil d'Etat. Certes, la loi sur la sécurité n'a pas été signée à la Moncloa, mais il est admis que le PCE en signera une qui fixera les limites des libertés politiques. Le dépassement de ces limites sera présenté comme la remise en cause l'existence et de l'unité de l'Etat espagnol, et la répression sera «normale». Le PCE présente comme une grande conquête de la démocratie que la répression soit faite non par des corps et des tribunaux spécialisés, mais par des corps de répression et des tribunaux rattachés au pouvoir civil, et dont les membres sont d'ailleurs souvent les mêmes que sous le franquisme. Cette loi, qui est en cours de rédaction, pourra servir particulièrement

à réprimer la classe ouvrière et les luttes des nationalités. Or sur ces revendications nationales, notamment au Pays Basque, le PCE est très en retrait par rapport aux exigences des masses. Il est intéressé à la constitution de pouvoirs locaux ou régionaux dans la mesure où ceux-ci sont plus faciles à investir par des «gens à lui». C'est ce qui va se passer en Catalogne où il prépare déjà fébrilement les municipales. Mais ailleurs, là où il est plus faible, il est moins pressé que se mette en marche le processus. Partout, il s'oppose à tout ce qui pourrait amener une participation plus effective des organisations de masse aux organismes de pré-autonomie.

Un autre exemple significatif est la constitution d'une commission parlementaire mixte (gouvernement/opposition) qui sera chargée de contrôler de manière permanente l'usage de la télévision et peut-être des radios, dont le sort n'est pas totalement réglé. Il est évident que cela va renforcer les possibilités du PCE d'intervenir et d'accroître son audience au niveau des mass-médias. Déjà, à la télévision espagnole, certains journalistes cachent mal leurs sympathies pour le PCE et font des présentations particulièrement élogieuses de Carrillo qui a souvent la vedette à la télévision. D'autre part, cette commission va en même temps diminuer le droit de parole des groupes et partis non représentés au Parlement, c'est-à-dire tout le courant révolutionnaire ou national.

Les aspects politiques du Pacte de La Moncloa ouvrent la porte à un contrôle grandissant du PC sur la vie politique. Ce pacte leur donne des facilités. A tel point que certains en Espagne pensent que la position de Suarez ne peut que déboucher à terme sur un gouvernement d'Union Nationale avec le PC. Mais il est clair aussi que ce pronostic est fait sans tenir compte de la riposte de la classe ouvrière et des luttes de masse qui se manifestent déjà clairement.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PCE

Le PC a beaucoup grossi dans les mois qui ont précédé et suivi les

élections du 15 juin. Il se targue aujourd'hui d'avoir quelque cent mille adhérents. Cette masse de nouveaux adhérents, jeunes, issus de la petite bourgeoisie souvent, modifie le profil du parti révisionniste. La composante ouvrière reste importante et elle a continué à croître, mais moins en proportion que la composante petite-bourgeoise, techniciens, professionnels, employés, professeurs non-titulaires, qui, pour les revenus, font partie des couches inférieures de la petite-bourgeoisie. Entre cette masse qui est venue sur des objectifs souvent flous «*contre le capitalisme, pour la démocratie*», identifiant le PCE au parti qui a le plus combattu le fascisme, souvent sans aucune formation politique, même élémentaire, et les militants entrés au début des années 60, dans les dures conditions du fascisme, l'amalgame ne s'est pas fait. Non plus qu'il ne s'est fait entre ces deux catégories et les vieux militants de la première heure, d'avant la guerre civile. Cependant, les contradictions qui existent ne recourent pas totalement ces trois strates de militants. La ligne eurorévisionniste de Carrillo, celle qui décide de la ligne politique trouve en face d'elle les points de vue de ceux qui pensent que l'eurorévisionnisme n'est qu'une tactique pour endormir la méfiance de la bourgeoisie, qui doutent un peu plus à chaque trahison du PCE, mais qui, bon gré, mal gré, par réflexe de parti, par discipline, gardent leur confiance au PC.

Ceux-là disent aussi qu'ils ne voient pas d'alternative ailleurs. Mais cette tendance n'est pas à même de se cristalliser en une forte opposition, et elle ne recoupe pas des positions pro-soviétiques, éliminées au moment de la fraction Lister, et très déconsidérées dans l'ensemble. Les militants qui sont au PCE depuis 7, 8 ans, parfois plus, joignent en partie leur voix à celles de ce premier secteur. Ils sont plus opposés aux choix tactiques actuels du PC, le Pacte social avec Suarez par exemple, ou le maintien des bases américaines en Espagne qu'au projet stratégique du PCE, sur lequel d'ailleurs, celui-ci se montre très discret. Ceux-là, pas dans leur totalité, renouent un peu et c'est en particulier en leur direction que la direction du PCE a décidé de mettre à l'ordre du jour du prochain (et imminent) Congrès «la démocratisation dans le parti». L'argument officiellement avancé pour justifier cela, c'est que sous la clandestinité, le centralisme prend le pas.

Mais il y a bientôt un an que le PCE est légal (ou semi-légal) et tous les choix politiques importants ont été faits par le groupe dirigeant de Carrillo. Depuis septembre, des assemblées générales de quartier se sont tenues, mais la démocratie a consisté jusqu'ici à discuter une fois les décisions prises. Quant à la masse de jeunes militants entrés au PCE récemment, elle commence à être désorientée, vivement attaquée dans les usines sur le terrain syndical. Une partie d'entre elle pourrait ressortir comme elle était entrée. C'est pourquoi le PCE est un parti peu homogène et fragile malgré son grossissement numérique. C'est pourquoi aussi, le PCE tient absolument à un certain statu quo de la situation, le temps de se consolider et de s'unifier.

LES CONTRADICTIONS DU PCE AVEC LES MASSES

Mais il est probable que cela n'ira pas sans mal. En effet la politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie espagnole est trop ouverte, trop générale pour ne pas susciter des contradictions. De fait, la situation du PCE dans la classe ouvrière n'est pas aussi florissante qu'il voudrait la laisser croire. Dans la course de vitesse engagée entre positions révolutionnaires et positions révisionnistes, ces dernières marquent le pas ; jusqu'à présent, les révisionnistes n'ont pas réussi à marginaliser les syndicats révolutionnaires. Ils vont sans doute essayer de le faire dans les prochaines élections syndicales. Dans les luttes qui se sont déroulées depuis quelques mois, et juste après le pacte social, la classe ouvrière a désavoué aussi bien les formes de lutte révisionniste que leurs mots d'ordre revendicatifs. Au Pays Basque, le PC apparaît sur la défensive par rapport aux revendications nationales. La situation de misère, de chômage qui est faite à la classe ouvrière et au peuple va certainement déboucher sur des luttes dures - quoique partielles -. Le problème est de savoir si cette rupture d'une partie des masses avec la ligne révisionniste qui s'est déjà manifestée dans le passé sur le terrain revendicatif débouchera plus largement sur la prise de conscience politique de la nature et

des buts du révisionnisme. Cette prise de conscience est inséparable de l'existence d'une alternative révolutionnaire en Espagne.

LA CONCEPTION RÉVISIONNISTE DE L'ÉTAT

La tactique du compromis historique se fonde sur une conception stratégique de la prise du pouvoir et de l'Etat qui doit en résulter, l'euro-révisionnisme. Après avoir refusé l'étiquette «d'eurocommuniste», Carrillo admet aujourd'hui qu'elle définit une des trois tendances du mouvement communiste international ; outre la tendance des «camarades soviétiques», qui ne «sert pas aux partis communistes pour se transformer en partis au pouvoir et encore moins en partis dirigeants», il existe une nouvelle tendance, «l'eurocommunisme». Cette thèse définit le modèle adéquat de socialisme pour les pays capitalistes avancés, particulièrement en Europe du Sud, mais aussi par exemple au Japon. Le livre de Santiago Carrillo «l'Eurocommunisme et l'Etat» marque une volonté de théorisation plus grande que par le passé et le PC espagnol est un des plus conséquents, un des plus systématiques dans l'application de ces nouvelles thèses, notamment dans les relations internationales.

L'Etat capitaliste

Carrillo prend grand soin, tout au long de son livre, de ratifier en apparence un certain nombre de thèses marxistes sur l'Etat : il rappelle que pour Marx et Engels, l'Etat est défini comme un instrument de domination d'une classe sur d'autres, mais aujourd'hui, «la réalité est plus complexe». En prenant appui sur l'intervention croissante de l'Etat dans la régulation de l'économie, Carrillo indique que l'Etat apparaît comme «l'Etat-gestionnaire» dans tous les domaines. Ce qui en est retenu, c'est plus ce rôle de gestion généralisée, que sa fonction spécifique dans les antagonismes de classes, sa nature «d'organisme de

domination de classe». Si l'Etat gère, au service de qui se fait cette gestion ? Dans les Etats capitalistes avancés, l'Etat «ne sert plus les intérêts d'ensemble de la bourgeoisie, mais seulement du secteur de la bourgeoisie qui contrôle les grands groupes monopolistes», secteur très réduit. En somme, on n'est pas loin là de la théorie révisionniste des 200 familles : ce n'est plus un Etat capitaliste, c'est l'Etat d'une poignée de capitalistes, d'une «oligarchie». Dans cette thèse, deux choses fondamentales, liées, sont «oubliées» : d'une part la nature impérialiste de ces pays, d'autre part, les caractéristiques de la classe dominante, dans son ensemble, au stade du capitalisme monopoliste d'Etat. Pour accréditer son point de vue, Carrillo signale la création de confédérations de patrons, ou de «jeunes patrons», comme preuve des contradictions entre la bourgeoisie et l'appareil d'Etat. C'est comme si l'on se servait en France des nuances qui peuvent exister à tel moment entre la politique de Barre et celle du CNPF pour dire que l'Etat ne défend pas l'intérêt de la bourgeoisie.

L'antagonisme irréductible entre la bourgeoisie et le prolétariat est ainsi complètement passé sous silence au profit d'un autre type de contradictions : «La contradiction entre les groupes monopolistes et le reste de la société se concrétise dans la contradiction entre la société et le pouvoir d'Etat».

C'est toujours au nom de «l'analyse concrète d'une situation concrète» que Carrillo déclare : «Ainsi se créent de vastes coïncidences sociales, impossibles en d'autres temps, entre le consommateur et le détaillant, contre la politique des prix ; entre les propriétaires agricoles, les éleveurs et les consommateurs ; entre la classe ouvrière, les forces de la culture, les paysans et des secteurs de la bourgeoisie». On ne trouve nulle trace, dans l'euro-révisionnisme, de l'analyse des contradictions de classe de la société, pas un mot sur la contradiction principale : du marxisme, Carrillo ne retient qu'un simulacre de méthode, un langage, nullement une position de classe.

«Les appareils idéologiques d'Etat»

Dans l'Etat, les révisionnistes incluent, non seulement les appareils coercitifs (armée, police), mais aussi

les «appareils idéologiques» : cette dernière notion, empruntée entre autres à Althusser, se révèle extrêmement large : elle comprend l'Église, l'éducation, la famille, la justice, le système politique et les moyens de communication. Sous prétexte d'enrichir la notion d'État, on aboutit à une véritable dissolution de l'État dans l'ensemble de la société : l'État est partout. L'État, ce sont des milliers de gens, issus pour la plupart de couches opprimées. D'ailleurs, Carrillo indique dans une note de son livre qu'il emploie « *indifféremment le concept d'appareils idéologiques d'État, et celui d'appareils idéologiques de la société* ».

Comment pourrait-on alors détruire quelque chose de si diffus ? A la thèse léniniste de la destruction de la machine d'État bourgeois, l'euro-révisionnisme oppose la thèse du «retournement» de l'appareil d'État contre les capitalistes. Il s'agit de le «transformer, de l'utiliser en partie, de le retourner contre le pouvoir d'État capitaliste». A propos d'une citation d'Althusser : «*La lutte des classes exploitées peut s'exercer aussi dans les appareils idéologiques d'État et par conséquent retourner contre les classes qui sont au pouvoir l'arme de l'idéologie*», Carrillo opère un glissement significatif : il faut «*retourner contre les classes au pouvoir, les appareils idéologiques d'État*».

Un tel point de vue est évidemment solidaire du type de société que le PCE prétend mettre à la place de celle qui existe. Nous y reviendrons, mais on peut dire déjà qu'elle facilite le projet de capitalisme d'État, dans la mesure notamment où elle n'envisage pas de rupture dans l'organisation de la société.

Les justifications données à propos de la «thèse du retournement» sont d'ailleurs assez caractéristiques de la démarche de l'euro-révisionnisme. A partir de faits indéniables comme la crise idéologique de la société, la persistance de l'idéologie bourgeoise après la prise du pouvoir, et de l'idée que la société capitaliste porte dans ses entrailles le socialisme, le PCE en tire la conclusion qu'il faut pénétrer dans l'appareil d'État, en prendre progressivement le contrôle : telle est la signification du mot d'ordre de

démocratisation de l'éducation, de l'appareil d'État préconisé par les révisionnistes.

«Le rôle essentiel des appareils idéologiques»

Aux yeux des révisionnistes, ce sont de loin les appareils idéologiques qui jouent le rôle essentiel. La crise idéologique de ces appareils se reflète dans les appareils coercitifs. Quelle est la nature de ce reflet ? Carrillo donne un exemple de ce qu'il entend par là à propos des événements de Mai 68 en France. L'armée a manifesté des réticences au rôle qu'on voulait lui faire jouer. D'une manière plus générale, l'armée aussi souffre d'une crise, par rapport à son statut dans la société, par rapport aux tâches qu'on l'oblige à accomplir, par rapport enfin à l'impossibilité où elle se trouve d'exercer correctement sa fonction spécifique. C'est sur le terrain des revendications professionnelles (technicité, caractère opérationnel de l'armée) que s'exprime la crise de l'armée. Peut-on mettre sur le même plan des revendications de ce genre et la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir ? C'est ce que les révisionnistes suggèrent. Dans le cas précis de l'Espagne, l'UMD, née sous le franquisme (Union Militaire Démocratique) donne un bon exemple de ce qu'il advient des revendications professionnelles. Après s'être opposé au fascisme, l'UMD a considéré qu'avec le retour de la démocratie bourgeoise, elle pouvait rentrer dans les casernes.

«Le militaire, un intellectuel de type nouveau»

Comment est défini le militaire de carrière ? Autrefois, il était issu des couches les plus réactionnaires. «*Aujourd'hui, le cadre militaire doit occuper dans le pays le rôle d'un technicien, d'un scientifique, d'un intellectuel, formateur d'hommes aptes à protéger le territoire contre une attaque extérieure*». Comme le militaire dans la société actuelle ne

se voit pas reconnu ce rôle d'intellectuel, il entre en conflit avec le pouvoir !!! L'armée, détachement spécial au service d'une classe, voilà qui, aux yeux des révisionnistes, est un anachronisme.

Les «leçons» révisionnistes du Chili

Il est intéressant de noter qu'à propos du Chili, Carrillo déclare : «*Dans certaines conditions, l'armée peut se transformer* (souligné par nous) *en parti politique de l'oligarchie. La leçon fondamentale du Chili n'est pas l'impossibilité du passage pacifique, mais l'insuffisant contrôle de l'appareil d'État*». Constatant que la victoire électorale et la présence au gouvernement ne suffisent pas, le PCE proclame la nécessité de «démocratiser» l'appareil d'État. Ailleurs, il note qu'il est pour la constitution de pouvoirs régionaux et locaux car leur contrôle est plus facile. Dans le cas de l'Espagne, cela prend une résonance particulière : dans le futur gouvernement de la Catalogne, il est acquis que les révisionnistes seront présents.

Cette tactique de pénétration systématique de l'appareil d'État permet de comprendre pourquoi le PCE n'est pas très pressé. Il envisage son arrivée au pouvoir pour dans sept ou huit ans, le temps d'un contrôle suffisant de l'appareil d'État. Il espère que cette période verra un certain affaiblissement du parti socialiste de Felipe Gonzaléz.

Le nouveau bloc historique : l'alliance des forces du travail et de la culture

«*Cette conception de l'État et de la lutte pour le démocratiser suppose de renoncer, sous sa forme classique, à l'idée d'un État ouvrier et paysan*». Elle suppose aussi de «*renoncer à un appareil d'État qui soit un appareil de parti*». C'est désormais un nouveau bloc historique qui doit s'assurer le contrôle de l'État. L'alliance des forces du tra-

vail et de la culture recouvre une réalité très large. Interrogé là-dessus, un dirigeant du PCE nous répondait : «*Tous ceux qui travaillent, qui n'exploitent pas, les ouvriers, les paysans, les techniciens, les professions libérales, les artisans, les patrons des petites entreprises et même des moyennes, les intellectuels*» (on a vu à quel point la notion en est élargie !). Ce nouveau bloc historique repose sur deux phénomènes selon les révisionnistes : la «massification» des intellectuels, peu à peu convertis en une «nouvelle classe ouvrière» et la tendance à la suppression des différences entre travail manuel et travail intellectuel ! Sans doute, les ouvriers qui travaillent à la chaîne jugeront cette assertion ; il est certain qu'ils ne considèrent pas que leur travail tend à se rapprocher de celui d'un ingénieur ou d'un agent de maîtrise !

«L'hégémonie des forces du travail et de la culture»

Au concept de la dictature du prolétariat, les révisionnistes substituent la notion d'hégémonie du nouveau bloc historique. Ils rejettent la spécificité du prolétariat, sous prétexte qu'il n'est pas la seule classe révolutionnaire, que d'autres couches aspirent aussi à la révolution. Mais, l'idée que le prolétariat est la «seule classe révolutionnaire jusqu'au bout» leur est totalement étrangère en raison même de leur projet de société. D'autre part, ils rejettent la notion de dictature, en la vidant de son contenu de classe, en s'appuyant sur le passé récent de l'Espagne, et aussi sur certaines traditions anarcho-syndicalistes assez vivaces dans le peuple espagnol. À propos de *L'État et la Révolution*, Carrillo déclare : «*Je me permets de penser que le concept de démocratie qu'exprime Lénine, l'identification entre démocratie et état, et même l'idée que la subordination de la minorité à la majorité est l'exercice de la violence systématique d'une classe, ou d'une partie de la population contre une autre est une interprétation limitative du concept de démocratie (sou-*

ligné par nous), surgie dans la chaleur de la polémique contre les défenseurs du démocratisme d'État bourgeois». Une conception «moins limitative» ne peut qu'aboutir soit au maintien des anciens exploités incorporés pour les besoins de la cause au nouveau bloc historique, soit à la construction d'une nouvelle bourgeoisie.

D'ailleurs, il convient de ne pas prendre au pied de la lettre les proclamations démocratiques du PCE ; ailleurs Carrillo déclare qu'«*il faut lutter par des moyens politiques et idéologiques pour imposer une nouvelle conception de l'ordre public, plus civilisé, inspiré par l'idée de la défense de l'ensemble de la population...*»...«*Les forces de l'ordre public, la police devraient exister pour défendre la société des éléments anti-sociaux...*». Rappelons à cette occasion que le régime cubain appelle anti-sociaux les ouvriers qui montrent peu d'ardeur pour se faire exploiter et que en 44-47, le PCF traitait de fainéants et accusait d'intelligence avec l'ennemi ceux qui ne tenaient pas les normes de production. Plus explicitement encore, le PCE indique qu'il ne peut rejeter l'éventualité d'un recours à la force pour faire respecter la volonté du nouveau bloc historique.

LE PROJET POLITIQUE DU PCE : «LA DÉMOCRATIE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE» ?

Voici comment le PCE définit son projet : «*Mettre aux mains de la société — et dans certains cas, pas seulement de l'État, mais aussi des pouvoirs nationaux, régionaux et locaux — les leviers décisifs de l'économie pour assurer l'hégémonie du bloc historique... dans la période de transition. Simultanément, la possession, par la société, de tels leviers servirait de base pour une planification nationale et démocratique de l'économie qui incorpore secteur public et secteur privé*». Cette période de transition permettrait la marche progressive au socialisme.

Que recouvre exactement cette formulation des révisionnistes espagnols ? En réalité, un projet qui a des points communs avec le capitalisme d'État du PCF. Carrillo explique que le secteur public, étatisé doit être dominant dans l'économie. A en juger par la situation actuelle de ce secteur en Espagne, cela ne peut que signifier un développement des nationalisations : le contrôle du crédit et de la banque, le contrôle de la recherche scientifique et du développement technologique, des industries de pointe, de l'ensemble du secteur agricole, avec des formes variées mais «*d'une manière qui harmonise la justice sociale et le rendement économique*». Dès aujourd'hui, les révisionnistes espagnols soutiennent la politique de l'I.N.I. (Institut national d'investigations) qui rachète des actions dans les entreprises déficitaires.

Quand le PCE parle d'une planification démocratique, il indique qu'il faudra «*tenir compte de l'initiative, des nécessités et des possibilités de chaque secteur*», sous-entendu il n'y aura pas de planification bureaucratique. Mais en aucun cas, il ne se prononce sur les instances de décision de cette planification, ni à l'échelon central, ni à la base. En fait de démocratie, le PCE propose de redonner au suffrage universel la place qu'il mérite, de s'appuyer effectivement sur les élus, sur les pouvoirs locaux. Voilà sa conception de la démocratie ! Il n'y a pas, en Espagne, d'exemples récents des pratiques de gestion des révisionnistes dans les municipalités. Mais on peut donner trois exemples actuels de leur conception de la démocratie. Au cours du long processus de rétablissement de la Généralité en Catalogne, à plusieurs reprises, les révisionnistes ont court-circuité l'Assemblée démocratique de Catalogne (avant le 15 juin), où des tendances très diverses s'exprimaient, au profit d'organismes moins représentatifs, plus restreints. Ils ont continué la même politique dans les relations avec Taradellas. Aux Pays Basque, ils privilégient un certain type de négociations avec le gouvernement, en désertant complètement les comités pro-amnistie et les autres organismes patriotiques basques, organismes de masse très larges, et même en les dénonçant.

Enfin, après avoir empêché l'expression démocratique des courants révolutionnaires au sein des commissions ouvrières, en ne leur indiquant pas le lieu du Congrès, alors clandestin, ils prétendent aujourd'hui priver de parole le Syndicat unitaire et la CSUT (qui se trouvent sur des positions combatives et refusent le pacte social), en s'entendant avec le gouvernement sur les modalités des futures élections syndicales !

Singulière conception de la démocratie ! Enfin, s'il restait encore des illusions sur le projet du PCE, voici un dernier point qui clarifie les choses : «*La coexistence de formes de propriété publique et privée (-dans la démocratie politique et économique-) signifie l'acceptation de la production de plus-value et l'appropriation privée d'une partie de celle-ci*». Il faut seulement que l'extorsion de plus-value «*ne soit pas exorbitante*».

LE RÔLE DU PATRON DANS LA «DÉMOCRATIE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE»

Cette voie, déclare Carrillo, ouvre la possibilité d'incorporer non seulement les techniciens et les scientifiques mais «*ce nouveau personnage de l'entreprise moderne, le chef, le patron, pour autant qu'il estime plus sa fonction professionnelle que sa participation à la propriété de l'entreprise — quand il en a une —*». Dans la démocratie politique et sociale, et même dans une société socialiste, les fonctions qu'accomplit aujourd'hui le chef d'entreprise — naturellement avec certaines différences — seront nécessaires. Bien sûr, dans les nouvelles forces sociales, le chef d'entreprise devra compter avec la démocratie de base et agir à l'intérieur d'un plan d'ensemble. Mais ces limitations à sa fonction ne seront pas, à coup sûr, plus grandes, que celles que lui imposent aujourd'hui la planification de l'entreprise et les décisions des conseils d'administration. Et il aura la satisfaction intérieure de voir l'utilité de son

travail reconnue non seulement par un groupe monopoliste, mais par l'ensemble de la collectivité».

Cette citation un peu longue montre clairement à quoi sera réduite la démocratie du PCE, et à quel point l'organisation d'ensemble de la société, les rapports dans le travail seront ceux d'un type particulier de capitalisme. À la question décisive qui aura le pouvoir, on peut répondre à coup sûr que ce ne seront pas les ouvriers, mais les élus du nouveau bloc historique, alliés à ce «nouveau» type de cadre, de chef d'entreprise.

LA «NOUVELLE FORMATION POLITIQUE»

Un des aspects sur lesquels le PCE prétend se démarquer le plus clairement de l'Union soviétique, c'est la confusion entre le rôle du parti et de l'État. Carrillo indique que l'appareil d'État ne doit pas être accaparé par l'appareil du parti. C'est dans le pluralisme, dans la concurrence idéologique et politique que doit s'affirmer le rôle d'avant-garde du PCE.

Cependant, le PCE propose de substituer aux formes existantes, une nouvelle formation politique, qui pourrait «dépasser la scission de 1920» et se présenterait comme «une confédération de partis politiques et d'organisations sociales diverses, qui agirait avec le consensus de tous et dans le respect de la personnalité et de l'indépendance de chacun». Les partis composant la nouvelle formation politique seraient liés par un programme, et par des organismes communs d'élaboration et d'application des solutions. Ils seraient différents par leur philosophie, leurs fondements théoriques, leur organisation.

En définitive, qu'est devenu le Parti révisionniste Espagnol ? Son évolution le conduit-elle seulement à ressembler chaque jour un peu plus à un parti social-démocrate ? Ou bien s'agit-il d'autre chose, d'un autre projet ? Certes les abandons théoriques successifs du PCE

— passage pacifique au socialisme, transformation de l'intérieur de la machine d'État bourgeois, abandon de la dictature du prolétariat, transformation de la notion de parti communiste — sont classiques, depuis les thèses révisionnistes de Bernstein et Kautsky. Mais derrière ces thèses, derrière les discours sur la nécessité de la démocratie, se cache autre chose : le PCE entreprend une pénétration systématique de l'appareil d'État. Il préconise la multiplication des pouvoirs régionaux et locaux, comme un moyen de faciliter cette pénétration déjà bien entamée en Catalogne. Enfin s'il n'est pas très bavard sur la période qui s'ouvrirait après la consolidation de la démocratie, il parle néanmoins d'une «démocratie politique et économique» qui se caractérise sur le terrain économique par une série de nationalisations et une meilleure planification en même temps que par le maintien du profit, de la productivité, l'existence de patrons d'un type nouveau ; sur le terrain politique, elle se caractérise par une démocratie à travers les élus seulement et dans le cadre de cette «nouvelle formation politique», c'est-à-dire d'un parti révisionniste qui aurait pratiqué une absorption déguisée de tous les autres. D'autre part le PCE est le représentant d'une série de couches moyennes (petite et moyenne bourgeoisie), qui se sont enflées à l'ombre du franquisme, notamment avec le développement du secteur tertiaire. Ces couches sont l'objet d'une compétition entre le PCE et le Parti socialiste. Mais dans la mesure où le PCE apparaît comme plus «national», plus désireux de soutenir les petites et moyennes entreprises en difficulté face à la restructuration par exemple, certaines de ces couches pourraient se rapprocher du PC. Ces couches surtout dans la petite bourgeoisie, qui aspirent à la stabilité de l'emploi à la fonctionnarisation, en période de fort chômage, pourraient aussi trouver leur compte dans le développement d'un secteur nationalisé. Enfin, malgré toutes les divergences avec l'URSS, le PCE entretient des liens très particuliers avec le social-impérialisme. C'est pourquoi, derrière les apparences social-démocrates, on peut s'interroger sur l'existence d'un projet politique bien distinct, que le PCE n'a pas encore très nettement développé mais qui se

Euro-révisionnisme et euro-révisionnismes

trouve en germe et qui n'a sans doute rien à voir ni avec la démocratie ni avec le socialisme.

LE PCE FACE A L'UNION SOVIÉTIQUE

Le PCE est probablement un des partis révisionnistes européens qui va le plus loin dans la critique de l'Union soviétique. Lors de la commémoration de la Révolution d'octobre, les Soviétiques ont empêché Carrillo prendre la parole. À l'heure actuelle, le PCI essaie de jouer les intermédiaires entre les Espagnols et l'URSS.

1) - Pourquoi cette critique de l'URSS ?

Comment expliquer que le PCE critique l'URSS en des termes violents et en même temps ait un projet politique capitaliste d'Etat apparenté à celui de l'URSS ? Notons au passage que le PCE est très discret sur ses projets d'avenir, y compris en son sein, à la base. Mais la critique de l'URSS recueille une approbation large pour des raisons spécifiques à la société espagnole. L'expérience de la dictature franquiste entraîne une violente réaction de rejet, de masses, à l'égard de la dictature soviétique. Pendant des années, le franquisme a martelé l'idée que l'URSS était le «diable communiste». Il en reste quelque chose : le PCE explique maintenant qu'il ne reconnaît pas de «pape», et cherche à se démarquer des accusations de «parti de l'étranger».

S'opposer à l'URSS aujourd'hui est un moyen pour le PCE de neutraliser ces critiques. Enfin, depuis 1965, les Soviétiques ont fomenté au moins deux scissions dans le PCE, dont la plus importante a été celle de Lister, en 68, lorsque le PCE a condamné l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Plus récemment, il semblerait que l'URSS ait «coupé» son aide financière au PCE, à titre de pression. Cet ensemble de faits contribue à la critique des théories de l'URSS dont Carrillo dit surtout qu'elles sont «inopérantes, inefficaces pour la prise du pouvoir en Espagne».

2) - Une critique acerbe mais inconséquente.

En effet, le PCE dénonce non seulement la bureaucratiation du régime soviétique, mais sa dégénérescence, ses méthodes de type fasciste, l'accaparement du pouvoir par un groupe dirigeant du parti et de l'Etat, les privilèges économiques et politiques de ce groupe, l'absence de démocratie pour la classe ouvrière et le peuple ; il condamne l'invasion de la Tchécoslovaquie, les procès de Prague ; il met en cause la gestion économique de l'URSS qui est marquée, dit-il, par l'inflation, comme les pays capitalistes, qui n'est pas capable d'assurer le ravitaillement normal de sa population. *«Le travailleur manuel ou intellectuel qui n'a pas encore réussi à obtenir «selon son travail», qui vit dans des conditions difficiles ; qui est victime de structures bureaucratiques, qui est écarté de toutes les décisions sociales importantes, qui d'une manière ou d'une autre lui sont imposés par le binôme Etat-parti, qui pour lui résume le pouvoir, qui n'est pas encore sorti de l'aliénation ne peut pas sentir qu'il vit dans le socialisme, bien qu'il ne soit pas exploité par des capitalistes privés».* Voilà ce que déclare Carrillo. Il est bien évident que ces critiques vont au-delà d'une simple manœuvre tactique pour apparaître indépendant du PCUS. Il y a là des divergences réelles, qui affectent les relations entre le PCE et PCUS. Mais il est tout aussi évident qu'elles n'excluent pas l'existence de liens particuliers entre le PCE et l'URSS.

Cependant, pour les révisionnistes espagnols, l'URSS fait partie du camp socialiste. Ces erreurs sont des erreurs des «camarades soviétiques», dans le cadre du socialisme. L'URSS n'est plus exactement un modèle mais c'est toujours le socialisme. Avec beaucoup de philistinisme, le PCE explique qu'on ne peut parler de bourgeoisie, même nouvelle, puisqu'il n'y a pas appropriation privée de la plus-value. Et puis, pour les révisionnistes espagnols, tout cela est une question de quantité : *«La part de plus-value extraite des usines soviétiques qui*

sert au maintien de la bureaucratie est sûrement inférieure à celle qui est nécessaire au maintien de la bureaucratie dans n'importe quel pays capitaliste».

Cependant, ces critiques ne vont jamais jusqu'à reconnaître la nature social-impérialiste de l'URSS, même si au passage certaines des relations de l'URSS avec les pays du COMECON sont critiquées. Les dirigeants révisionnistes parlent de «superpuissance», mais ce terme signifie pour eux seulement la très grande puissance, nullement la politique impérialiste, d'agression et d'expansion de l'URSS. Le Pacte de Varsovie n'est-il pas strictement défensif ? demande ingénument Carrillo. L'URSS ne soutient-elle pas les luttes de libération nationale ? En Angola, en Afrique, sans doute !

De fait, le PCE endort la méfiance des peuples d'Espagne sur les activités de l'URSS dans ce pays. Déjà des banques, des entreprises soviétiques ont pris pied. Mais on peut tout particulièrement s'interroger sur les activités de l'URSS aux Canaries ; situées au large de l'Afrique, elles sont certainement un lieu stratégique. Pourquoi la flotille de pêche soviétique compte-t-elle deux fois plus de personnes qu'il n'en faudrait ?

LA SOUS-ESTIMATION DES RISQUES DE GUERRE

Malgré l'ampleur de leurs critiques contre l'URSS, les révisionnistes espagnols font son jeu et appuient objectivement les discours de Brejnev sur le désarmement et la paix en Europe quand ils déclarent qu'ils ne croient pas aux risques de guerre entre les USA et l'URSS, car ce serait une folie, ce serait renvoyer à l'âge des cavernes les vainqueurs et les vaincus, en raison des risques de l'emploi de l'arme atomique. L'Europe qui se trouverait particulièrement malmenée n'offrirait plus aucun intérêt pour le vainqueur. Cependant cette position sur le démantèlement mutuel pour les deux

Euro-révisionnisme et euro-révisionnismes

blocs, sur la nécessité de la détente, l'idée que chacune des deux superpuissances tout en continuant à développer son potentiel de guerre a compris qu'il fallait qu'elle vive avec l'existence de l'autre superpuissance, tout cela a subi depuis un peu plus d'un an des réajustements. Il est évident que *«l'attitude de l'Union soviétique n'est plus la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien»*. Bien plus, les révisionnistes espagnols parlent *«de la tendance à utiliser l'idéologie comme instrument de la puissance, à voir les problèmes de la lutte de classes, de la lutte de libération, de la lutte pour le socialisme comme complémentaires de son pouvoir dans la confrontation mondiale dans laquelle (L'URSS) se trouve engagée»*.

Le point le plus saillant de ce réajustement a été constitué par l'acceptation du maintien des bases américaines en Espagne, au moins jusqu'en 1980. Le PCE explique qu'il n'est pas sûr que le parapluie atomique américain fonctionne pour l'Europe, en cas d'agression. Le PCE met en doute l'efficacité militaire de l'OTAN. Devant ces incertitudes, il propose la constitution d'une défense européenne commune, indépendante des deux blocs. À propos du maintien des bases US en Europe, certains dirigeants du PCE expliquent que si les USA s'en allaient, peut-être que les Soviétiques essaieraient de prendre la place, ou en tout cas que cela bouleverserait l'équilibre des forces en Europe et qu'ils n'y tiennent pas. Il faut remarquer que les relations entre Carrillo et l'URSS se sont envenimées non pas au moment de la formulation explicite des thèses sur le passage pacifique, le compromis historique, mais au moment où les révisionnistes espagnols ont commencé à tracer cette orientation pour l'Europe. *«Notre objectif, dit Carrillo, est une Europe indépendante de l'URSS et des États-Unis»*. Énumérant les solidarités sur lesquelles il pourrait compter en cas de victoire en Espagne, il cite d'abord les gauches européennes, en second lieu les pays du Tiers-monde, enfin les relations économiques avec les pays socialistes d'Europe et d'Asie. (La Chine fait partie d'un camp socialiste au même titre que l'URSS, pour le PCE). Il dit

explicitement que l'Espagne devra rester ouverte aux multinationales, aux capitaux étrangers.

De fait, les thèses des révisionnistes espagnols ne coïncident pas exactement avec les projets des Soviétiques. Santiago Carrillo est invité à donner une série de conférences aux États-Unis sur l'euro-révisionnisme. Il y a peut-être là quelque chose qui inquiète les Soviétiques. Cependant ces proclamations d'indépendance ne doivent pas faire illusion. Tant que les révisionnistes espagnols ne dénoncent pas le social-impérialisme de l'URSS, tant qu'ils minimisent les risques de guerre et la primauté de la rivalité entre les «deux grands» sur la coexistence, ils laissent la porte ouverte à l'URSS. D'autre part, les liens spécifiques de la

bourgeoisie espagnole avec l'impérialisme américain seraient nécessairement remis en cause par le projet politique du PCE. Car pour être capitaliste, ce projet n'en est pas moins différent de celui de Suarez ou de Felipe Gonzalez. Et dans le cas où se profilerait «la démocratie politique et économique», où par suite les intérêts de l'impérialisme américain se trouveraient lésés, et où ils essaieraient de s'opposer à ce projet, l'indépendance vis-à-vis de l'URSS pourrait bien n'être qu'une formule vide.

Pour s'opposer ouvertement à l'URSS, pour proclamer qu'il faut en finir avec le «totalitarisme socialiste», le parti révisionniste n'en est que plus dangereux, car la nature même de son projet implique la dépendance. ■

PCP : 1974 - 1975 : 2 ANS RICHES D'ENSEIGNEMENTS

Le PCP (Parti Communiste Portugais) a été créé en 1920. Il sera légal jusqu'au coup d'Etat fasciste de Salazar en 1936. Il entre alors dans la clandestinité pendant 48 ans. Après des débuts difficiles, il se développe et, quand le gouvernement de Salazar décrète la fascisation des syndicats, les ouvriers de la ville ouvrière de Marinha Grande se soulèvent. Le PCP lance le mot d'ordre de grève soulèvement est écrasé dans le sang.

Durant la période 1945-48, profitant d'élections à une assemblée, le PCP crée un mouvement semi-légal (c'est-à-dire toléré mais sans possibilité de présenter des candidats ; seul le parti de Salazar en a le droit) ; ce mouvement lui permet de développer son influence dans de nombreux «syndicats» fascistes (syndicats par profession dont les dirigeants sont nommés par le gouvernement). Mais en 1949, c'est de nouveau la répression. Cunhal et quelques autres dirigeants sont arrêtés. Cunhal restera 11 ans derrière les barreaux, torturé, jusqu'à son évasion de la prison de Peniche. Un an plus tard, en 1961, il est nommé secrétaire général du PCP, qu'il dirige alors de Moscou où il se trouve en exil.

SOUS LE FASCISME LA PRÉPARATION DU TERRAIN

En 1963, lors de la scission du Mouvement Communiste International, le PCP prend position pour le révisionnisme moderne. En 1965, lors de la tenue de son VI^e Congrès, le PCP affirme dans son program-

me : « *L'étape actuelle de la Révolution est une révolution démocratique et nationale* ». Cunhal, tout en faisant mention de l'insurrection armée contre le fascisme dans son rapport politique, apportait son soutien aux thèses révisionnistes du PCUS. D'ailleurs, en 1973, un an avant la chute de Caetano et du régime fasciste, cette mention fut supprimée.

Prendre position dans la classe ouvrière

Dès 1969, un an avant la mort de Salazar, de grandes luttes ouvrières se développent. Profitant de cette nouvelle situation du mouvement de masse, le PCP change de tactique. L'action révolutionnaire armée (ARA), qu'il dirige, organise des actions de sabotage.

En 1970, le PCP, à partir de quelques syndicats pris en main par des anti-fascistes ou déjà des révisionnistes, lors des luttes ouvrières de 1969, met en place une Intersyndicale.

Prendre position dans la petite bourgeoisie

1970 est aussi marquée par la mort de Salazar et l'accession au pouvoir de Caetano. Celui-ci, voulant prouver la libéralisation du régime, décide l'organisation «d'élections démocratiques», dans le pur style de celles de Salazar en 1948. Le PCP décide donc de profiter de cette relative accalmie dans la répression pour renforcer ses positions : il met fin aux actions de l'ARA. Puis il constitue avec des chrétiens de gauche et des démocrates, les «*Commissions Démocratiques Electorales*» qui regroupèrent de nombreux éléments de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie :

avocats, médecins, artistes, intellectuels... Ces CDE qui allaient devenir le «*Mouvement Démocratique Portugais*» (MDP) après l'interdiction qui leur sera faite de présenter des candidats, amenèrent dans tout le pays, en 1972-73, une campagne qui regroupa des centaines de milliers de personnes contre le fascisme.

Prendre position dans l'armée

Dans l'armée qui tentait de faire échec aux mouvements de libération de Guinée-Bissau, du Mozambique, d'Angola (colonies portugaises), les défaites et les pertes en hommes accumulées favorisent le développement d'une crise.

Dans la métropole, le PCP, d'un côté appelle les jeunes à désertir, mouvement déjà largement développé ; de l'autre, il envoie ses militants renforcer ses positions dans l'armée coloniale.

Du côté des officiers, depuis 1970, le changement intervenu dans le recrutement favorise la politisation d'un certain nombre d'entre eux : les officiers ne sont plus seulement issus de la grande bourgeoisie, mais aussi de couches plus proches du peuple, petites-bourgeoises intellectuelles, touchées par le chômage. Au recrutement d'officiers de carrière, s'ajoute la présence de plus en plus massive d'étudiants effectuant le service militaire comme officiers (lieutenants et même capitaines). Ces officiers (tel Melo Antunes) lisent ouvertement Marx, Lénine, Mao, « *afin, disent-ils, de mieux comprendre la tactique des mouvements de libération* ».

Il existait même une certaine influence du PCP au sein d'une partie des officiers, sans pour autant aboutir à une organisation structurée (des noyaux dans la marine ; dans l'armée de terre, le travail ne dépassait pas le stade des contacts isolés). En fait, jusqu'au 25 avril 1974, le PCP n'a donc aucun rapport direct avec la formation et le développement du mouvement des capitaines et du Mouvement des Forces Armées (MFA).

Ainsi, la combinaison de ces différents facteurs : les victoires des mouvements de libération, l'arrivée de plus en plus massive de jeunes officiers, le développement de la lutte contre l'armée dans la métropole, contribuent à la désagrégation

idéologique de l'armée coloniale portugaise.

Tels sont les grands traits de la position du PCP avant le coup d'Etat du 25 avril 1974 : soutien aux thèses révisionnistes, présence dans l'armée, les syndicats et divers autres mouvements : MDP-CDE, mouvement démocratique des femmes, mouvement étudiant... Lors du 25 avril, le PCP est le seul parti à posséder une organisation qui, bien qu'embryonnaire (à peine quelques milliers) occupe déjà certaines positions. Le Parti Socialiste, par contre, « *c'était un homme, Mario Soarès* » (1) et un certain nombre de lecteurs du journal República.

L'UNION NATIONALE : UNE POLITIQUE RASSURANTE POUR LA BOURGEOISIE

Utilisant les positions acquises sous le fascisme, le PCP développe après le 25 avril 1974, une politique d'Union Nationale, rassurante, qui lui permet de pénétrer dans l'appareil d'Etat et de s'allier la majorité du MFA.

Le 25 avril 1974, les militaires renversent le régime fasciste de Caetano et constituent une Junte de Salut National chargée d'appliquer le programme du MFA. Ce programme est un compromis entre le mouvement des capitaines et le général Spínola, ancien gouverneur de Guinée-Bissau et qui venait, quelques mois auparavant, d'être démis de ses fonctions pour avoir osé critiquer le régime Caetano. Ce programme a l'appui de certains monopoles portugais auxquels la guerre coûtait très cher et qui préfèrent alors voir appliquer une décolonisation de « style gaulliste », c'est-à-dire la mise en place de « relations privilégiées entre le Portugal et ses colonies » (2) : le néo-colonialisme.

Le programme du MFA était donc un programme de retour à une démocratie bourgeoise : démantèlement des officines fascistes

les plus voyantes : PIDE-DGS (police politique), Action Nationale Populaire (Parti de Caetano), légion ; organisation d'élections, règlement de la question coloniale. C'est d'ailleurs sur ce point que les divergences allaient rapidement apparaître.

Dans les jours qui suivent le 25 avril, les masses portugaises se joignent aux militaires pour faire la chasse aux agents de la PIDE et autres fascistes. Le 1^{er} mai 74, se déroule une immense manifestation (1 million de personnes) où Soarès et Cunhal font leur apparition.

La Junte de Salut National, composée majoritairement de militaires favorables à Spínola nomme celui-ci Président de la République et désigne Palma Carlos (recteur de la faculté de droit de Coïmbra) comme premier ministre. Toutes les tendances sont représentées dans ce premier gouvernement : Cunhal est ministre d'Etat aux côtés de Soarès et d'Adelino Gonçalves (Président de l'Intersyndicale et ministre du Travail).

Le PCP contre le «Saneamento»

Aux lendemains du 1^{er} mai et les premières manifestations d'enthousiasme passées, les travailleurs ont commencé à s'organiser. Des dizaines de syndicats sont créés partout. Mais sous le contrôle très strict du PCP qui refuse de mettre en cause le système de syndicat corporatiste par profession. En 2 mois, plus de 200 syndicats adhèrent à l'Intersyndicale.

Si, dans un premier temps, le parti révisionniste portugais profite de ce mouvement (il voit ses rangs grossir d'un grand nombre de travailleurs, mais aussi d'intellectuels, d'avocats, de médecins...), si Cunhal peut, dès le 6 mai, se féliciter de l'ampleur du mouvement de masse en déclarant par exemple à l'*Humanité* « *l'alliance des forces populaires et du mouvement des militaires est la condition fondamentale de la démocratie* », c'est pour mieux le canaliser vers son propre projet politique, sous couvert d'une politique

d'Union Nationale. Il indique ainsi, dans cette même interview : « *le chaos est recherché par les monopoles qui ont promis d'accorder de très larges augmentations de salaires. Ce serait la condamnation de très nombreuses petites et moyennes entreprises. Nous dénonçons cette provocation* ».

Attitude du PCP qui se trouve confirmée à la même époque par une série de prises de position claires : par exemple, à propos de la Garde Nationale Républicaine (CRS portugais) employée dans la répression des travailleurs, un membre du Comité Central du PCP déclare : « *la Garde Nationale Républicaine est maintenant dirigée par un gouvernement démocratique, il faut pardonner et faire confiance aux hommes* ». !

Autre exemple : pour les mêmes raisons, le PCP s'oppose au «Saneamento» (assainissement) dans les entreprises, des cadres et PDG ayant apporté soutien direct à Salazar et Caetano, s'opposant ainsi très vivement à l'aspiration des travailleurs à une véritable épuration.

Le PCP vote la loi anti-grève

En mai-juin 74, alors que des centaines d'entreprises (Timex, Lisnave, CTT...) entrent en lutte, l'Intersyndicale dont le président est ministre du Travail, s'oppose à ces grèves : « *Il est impossible d'obtenir en 48 heures ce qui n'a pas été obtenu en 48 ans de fascisme... Les revendications excessives provoquent la fuite des capitaux et ruinent l'économie déjà malade* ».

Sur cette base, de vives contradictions au sein du PCP se développent : à un meeting à Lisbonne, un travailleur expliquait : « *Je suis au PC depuis 5 ans ; avant le 25 avril, on luttait pour obtenir un salaire minimum de 6 600 escudos par mois ; maintenant, si on lutte pour la même chose, on est traité de fascistes et il faut qu'on se contente de 3 300 escudos* ».

(1) : Joëlle Kuntz : *Les fusils et les urnes*

(2) : Spínola : *Le Portugal et son avenir*

Euro-révisionnisme et euro-révisionnismes

Le gouvernement, avec l'appui des ministres révisionnistes, décide d'envoyer la troupe et de réquisitionner les travailleurs des CTT, puis de la TAP (Transports aériens) en grève.

«Aujourd'hui, le PC est notre meilleur atout» pouvait ainsi déclarer Antonio de Mello, responsable de la Confédération de l'Industrie Portugaise (organisation patronale). De la même façon, le parti révisionniste soutient une loi anti-grève extrêmement dure, que Cunhal justifiait ainsi devant les travailleurs : «Nous sommes au gouvernement avec d'autres, ce qui nous oblige à des compromis».

Cette politique d'Union Nationale développée par le PCP a un but principal : rassurer le PS, les autres partis bourgeois, Spínola et surtout le MFA, et les amener à faire confiance au PCP, afin d'introduire le maximum d'éléments révisionnistes dans l'appareil d'Etat. Or les révisionnistes avaient déjà le contrôle de l'Intersyndicale. Dans les municipalités, le PCP développe son contrôle : les notables fascistes sont remplacés soit directement par des membres du PCP, soit dans le Nord ou le Centre, par le MDP (dont la grande majorité avait rejoint le PCP).

Ces postes municipaux sont d'autant plus faciles à occuper que le PCP est alors la seule organisation présente sur l'ensemble du territoire, le PS ayant du mal, à cette époque, à réellement s'organiser dans l'ombre du PC.

Le premier gouvernement se termine par la démission de Palma Carlos en juillet 74, du fait des contradictions qui se sont développées à propos de la politique de décolonisation («discussion avec les mouvements de libération et indépendance immédiate et sans condition» réclament les capitaines. Pour Spínola, ce sont des tentatives de mener au Mozambique et en Angola des discussions avec des mouvements fantoches créés pour la circonstance).

Vasco Gonçalves, connu comme «marxisant» et proche du MDP contrôlé par les révisionnistes, est nommé premier ministre. Alors que seul le ministre de la Défense était un militaire dans le premier gouvernement, dans ce deuxième, le pouvoir du MFA est déterminant (5 ministres

militaires). Rapidement, PS et PC organisent des manifestations de soutien à ce gouvernement.

Prendre appui sur l'armée

Cette tactique du parti révisionniste lui vaut peu à peu l'appui des militaires du MFA. A partir de cette fin juillet 74, le PCP joue toute sa politique sur la gauche du MFA, en faisant valoir démagogiquement qu'il représenterait la classe ouvrière, argument auquel, dans un premier temps, quelques militaires sont sensibles. Durant la période de juillet-août, alors que les contradictions entre la gauche et la droite du MFA s'accroissent, le gouvernement définit des règles rigoureuses pour le «Saneamento» : il le représente sous la forme d'un changement de personnel dans les municipalités et les entreprises. Le PCP profite du vide ainsi créé par l'éviction des fascistes dans de nombreuses administrations et entreprises pour y placer ses hommes, et cela sous couvert de lutte anti fasciste. Mais lorsque les travailleurs du «Jornal do Comercio», par exemple, engagent d'eux-mêmes une lutte pour l'expulsion de leur direction, ils sont réprimés par la troupe (COP-CON, régiment créé pour le maintien de l'ordre), avec l'appui du PCP.

En septembre, la droite qui tente de s'organiser par l'intermédiaire de Spínola, essaie le 28 de prendre le pouvoir. Face à cette menace, l'Intersyndicale et le PCP (entraînant le PS à sa suite) tentent de s'y opposer. Les «commissions de travailleurs» des entreprises de Lisbonne prennent l'initiative de construction de barricades avant que les militaires les relaient. Le rôle que joue le PCP dans cette opposition renforce, aux yeux du MFA, l'image qu'il est le seul parti organisé, et l'illusion qu'il est déterminé à lutter réellement contre la droite (3).

Spínola et la droite militaire éliminés du gouvernement, Costa Gomes est nommé président de la République sur la lancée de la «lutte contre la droite». Le gouvernement Vasco Gonçalves lance les journées de «Travail du Dimanche» pour redresser l'économie». Il bénéficie de l'ap-

puï total des révisionnistes et de l'Intersyndicale. Enfin, le contrôle du PCP sur la presse, la radio et la télévision, où des militaires jouent souvent un rôle important, se renforce. En décembre, est mise en place la «cinquième division» de propagande du MFA, dirigée par un membre du PCP (le commandant Contreiras). Regroupant de nombreux éléments influencés par les révisionnistes, elle mène une campagne dite de «dynamisation culturelle» : des groupes de militaires parcourent les campagnes (surtout du Nord) pour «tenter de résoudre les problèmes quotidiens, les retards dus aux 48 ans de fascisme». Dans la pratique, cette campagne sert les ambitions électorales du PCP. C'est avec des opérations de ce type que de nombreux officiers et également sous officiers et soldats, participant à ces campagnes, sont peu à peu gagnés aux positions du parti révisionniste.

En conséquence, la tactique du PCP s'adapte à la nouvelle situation : il réaffirme au cours de son VII^e Congrès sa ligne de «révolution démocratique et nationale» qui correspond à certaines aspirations des officiers du MFA. Ces dirigeants se rendent compte que leurs positions sont pratiquement devenues hégémoniques au sein du MFA, qu'elles n'ont rencontré que peu de résistance dans la pénétration de l'appareil d'Etat. Mais ils se rendent compte d'autre part que le PS commence à s'organiser et est susceptible de remporter les élections fixées début avril. Face à une telle éventualité, certains militaires proches du PCP laissent entrevoir la possibilité de contourner le résultat des élections, par le maintien du MFA au pouvoir : «Le processus révolutionnaire ne finira et ne peut pas finir avec les élections... La direction du processus appartient au MFA» déclare le «Movimento» du 14 janvier 75, journal du MFA dirigé par la 5^e division.

(3) : A partir de ce moment, pratiquement toutes les décisions du MFA convergent avec les ambitions des révisionnistes.

Contrôler la classe ouvrière

En janvier 75, le PS remet en cause la main-mise du PCP sur les syndicats. C'est la bataille de l'unicité syndicale. Détournant les légitimes aspirations des travailleurs à l'unité de la classe ouvrière, à un seul syndicat, le PCP impose l'Intersyndicale qu'il contrôle, comme syndicat unique, avec l'appui total du MFA contre le PS qui voulait, lui, créer son propre syndicat.

Dans cette même période, apparaissent les premières grandes manifestations ouvrières des Commissions de travailleurs. Les Commissions de travailleurs ont commencé à jouer un rôle important à cette époque du fait de leur impact, de leurs positions. Indépendantes du PCP, dans un premier temps, faisant face à des syndicats dont elles dénonçaient la direction bureaucratique, elles furent une forme large d'organisation des travailleurs à la base. Fonctionnant par assemblées générales, élisant des commissions et leurs représentants, elles avaient, du fait de leur fonctionnement démocratique, l'appui et la confiance des travailleurs. D'ailleurs, dans les entreprises où le PCP ne pouvait pas s'opposer de front à ces commissions, il tente de s'y introduire et, par toute une série de manœuvres et de manipulations, tente d'en prendre la direction.

VERS LE CAPITALISME D'ETAT

Provoquée ou non, la droite essaie, une nouvelle fois, le 11 mars, de prendre le pouvoir par un coup de force. Tentative bien mal préparée et qui, de fait, avait peu de chance d'aboutir. La droite est alors mise sur la touche (en exil) même si, au gouvernement, le Parti

Populaire Démocratique garde un ministère. Les ministres révisionnistes ou influencés par le PCP sont majoritaires. On y trouve également des ministres proches de certains groupes dits d'extrême-gauche (4). Le PS participe à cette coalition.

Le MFA crée le Conseil de la Révolution et prend deux décisions : les élections sont repoussées au 25 avril 75 et limitées à l'élection d'une assemblée constituante. Décisions qu'il justifie de la manière suivante : «*La situation montre que le MFA est nécessaire à la conduite des affaires du pays*». Dès le lendemain du 11 mars, les syndicats des banques lancent les mots d'ordre : «*Nationalisation*» et «*Banco do povo*» (la banque au peuple).

«Nationalisation» ou «contrôle de la production par les travailleurs»

Dans nombre d'usines, les patrons et les cadres supérieurs ont été arrêtés et exilés au Brésil. En l'absence de gestionnaires capitalistes, le PCP propose la «*nationalisation*» en la présentant comme la «*gestion des représentants des travailleurs*». Ainsi, en trois mois, toutes les banques, les grandes industries, sont nationalisées.

En réalité, les administrateurs sont nommés par le gouvernement et la plupart du temps, il s'agit de membres du PCP ou du MDP, dont on connaît les liens étroits avec le parti révisionniste.

Ainsi, à l'Arsenal d'Alfeite, sur dix-huit «*délégués*», seize sont membres du PCP, un du MDP. A la Teinturerie Portugalia, les «*délégués*» nomment des techniciens (membres du PCP) aux tâches de gestion, et un administrateur, également membre du PCP est directement nommé par le gouvernement. Ainsi, même si dans quelques entreprises, on peut parler d'un certain contrôle des travailleurs, en fait, la position dominante du parti révisionniste dans de très nombreuses petites et moyennes entreprises lui donne pratiquement le pouvoir économique. Contrôle du parti révisionniste sur les organisations des travailleurs que l'Intersyndicale théorise ainsi : «*C'est à*

travers la vie syndicale que doit se faire l'institutionnalisation du contrôle économique des travailleurs.»

Ainsi, détournant les aspirations légitimes des travailleurs au contrôle de la production, le PCP occupe de plus en plus de postes dans l'appareil économique.

Dans les campagnes : un projet clair

Dans les campagnes de l'Alentejo, le processus est le même : les travailleurs occupent de nombreuses terres, laissées en friche par les propriétaires terriens en fuite, et créent des coopératives agricoles. Le gouvernement met alors en place des structures telles que les Centres de Réforme Agraire composés d'ingénieurs et de technocrates, chargés en liaison avec les syndicats agricoles tout puissants ayant le monopole de l'embauche, de contrôler les coopératives, le prétexte étant d'«*apporter une aide économique et matérielle*». L'ensemble est chapeauté par un Institut de la Réforme Agraire.

Dans le Nord du pays où les paysans pauvres et les petites propriétés sont les plus nombreuses, le PCP emploie une tactique légèrement différente. Malgré les réticences des paysans, il met en avant l'idée d'une «*réforme agraire*» ; d'autre part, par des articles dans le journal *Viva rural*, par des films à la télévision, il tente de donner en exemple le capitalisme d'Etat d'URSS. Enfin, il pratique une politique de clientèle électorale en remplacement de celle pratiquée par les anciens notables fascistes locaux, les caciques.

De telles pratiques, liées au projet politique du PCP, créent les conditions pour que la droite et des groupes fascistes utilisent habilement les sentiments hostiles qui se font jour dans la population, et sur cette base, dénoncer violemment le PCP dans un premier temps, et par la suite, attaquer l'idée même de démocratie.

C'est dans ce secteur de l'agriculture que les vues du parti révisionniste concernant le capitalisme d'Etat sont les plus développées, et de ce fait, les plus manifestes.

(4) : En fait, sociaux-démocrates de gauche.

Dans l'industrie, des résistances

Dans l'industrie, la mise en place du capitalisme d'État rencontre plus vite plus d'obstacles. La présence à la tête de certains ministères, de membres du PS ou de personnalités proches de l'extrême-gauche, contrarie le projet des révisionnistes. Par exemple, parmi ceux-ci, les «*indépendants*» (membres du Mouvement de la Gauche Socialiste : MES) opposent au ministre révisionniste du travail et à son projet de «*planification économique*» coiffée par l'Intersyndicale, «*le contrôle des travailleurs sur la base d'une large mobilisation populaire et la destruction de l'appareil d'État*».

Pour contourner ces obstacles, le PCP reprend en mai 75 le thème du «*contrôle de la production par les travailleurs*» pour le subordonner à la mise en place de son projet de capitalisme d'État.

Ainsi, en mai 75, l'Intersyndicale tente d'assimiler «*contrôle de la production par les travailleurs*» et «*nationalisation*» : «*Le contrôle de la production par les travailleurs ne peut se limiter aux entreprises déjà nationalisées. Les syndicats doivent dès maintenant s'orienter vers les grandes tâches du contrôle de la production et de la restructuration de l'économie*». Une nouvelle fois, l'Intersyndicale se faisait ainsi le porte-parole et le maître d'œuvre auprès des masses populaires, du projet révisionniste.

Dans les villes, dans les quartiers, des commissions d'habitants se créent et occupent des palais, des maisons bourgeoises vides afin de créer des crèches, des écoles, de reloger des familles. Au départ absent de ce mouvement qu'il voyait avec une certaine hostilité (il risquait de mécontenter une partie de la petite bourgeoisie : commerçants, petits propriétaires), le PCP devant l'ampleur du mouvement, soit pénètre dans les commissions, soit en crée de nouvelles. Celles-ci deviennent de fait les interlocuteurs privilégiés des municipalités dirigées par le PCP, ou lui permettent de mettre en difficulté les municipalités PS. Le parti révisionniste commence à faire régner son ordre. Il va jusqu'à aider le COPCON à arrêter les militants du MRPP qui dénonçaient ses pratiques.

C'est dans ce climat que se déroulent les premières élections depuis la chute du fascisme. La campagne électorale est très suivie par le peuple portugais : voter, c'est dans un sens, montrer sa volonté de rompre définitivement avec le fascisme ; d'un autre côté, nombre de travailleurs partagent l'idée que les élections ne serviraient à rien, que ce serait toujours le Conseil de la Révolution qui dirigerait le pays avec le même gouvernement. Le PS, sensible à cet état d'esprit des masses, fait campagne sur le thème : «*Ni Prague, ni Chili, démocratie*». et se présente comme le seul parti capable de «*sauver le Portugal d'une dictature de droite ou de gauche*». Et c'est effectivement sur cette base qu'il réussit à rallier, lors des élections, certains secteurs, de la classe ouvrière.

LA BATAILLE POUR L'APPAREIL D'ÉTAT

Ayant obtenu l'hégémonie au sein du MFA, le PCP ne voit plus dans l'alliance avec le PS, parti qui se développe, une nécessité. Pendant cette période, il préfère donc s'allier aux petits groupes socialistes de gauche (M.E.S., F.S.P.) et faire réduire les élections à la mise en place d'une assemblée constituante sans pouvoir, afin de continuer sa politique de pénétration de tous les secteurs économiques et politiques.

Le projet révisionniste de contrôle de l'appareil d'État

Comment réorganiser l'appareil d'État hérité du fascisme ? C'est cette question que la mainmise de plus en plus large du PCP sur divers secteurs de l'appareil d'État, met clairement au premier plan des préoccupations des partis du gouvernement à partir de juin 75. Au sein du MFA, le débat oppose les militaires révisionnistes et les révolutionnaires de l'extrême-gauche. Il

se conclut le 8 juillet par un accord qui propose que «*des commissions d'habitants et les commissions de travailleurs se coordonnent au sein des Assemblées populaires locales et régionales dans la perspective d'une Assemblée Populaire Nationale pour l'instauration d'un pouvoir des masses laborieuses*». C'est le «*document-guide*».

On voit la manœuvre du parti révisionniste : déjà maître de la direction de nombreuses commissions, contrôlant l'Intersyndicale, occupant certaines positions clés au niveau des usines, des quartiers, des municipalités, des régions, il pourrait ainsi parachever cet édifice par l'«*Assemblée populaire nationale*». Cette assemblée, grâce au détournement du système de délégation au profit du PCP, aurait ainsi une composition politique conforme aux ambitions de ce parti.

Manœuvre en recul

Le PCP précisant ainsi ses intentions réelles, le PS tente de renverser le rapport de forces en sa faveur : le 11 juillet il quitte le gouvernement ; Mario Soares déclare : «*Le document-guide ouvre la voie soit au totalitarisme bureaucratique soit à l'anarchie*». Dans le Nord et dans la région de Lisbonne, des locaux de l'PCP et du MDP sont mis à sac. Et lorsque le PCP tente de réagir à l'offensive du PS et de la droite, en appelant les travailleurs à manifester contre le PS, «*cheval de Troie de la réaction*», c'est un échec. Cet échec est en fait l'expression des questions de plus en plus vives que se posent les travailleurs sur le projet et les méthodes du parti révisionniste.

De plus, au sein du MFA, les premières oppositions au PCP apparaissent. Ainsi, sous l'impulsion de militaires influencés par le PS, la droite commence à s'organiser alors qu'est publié un manifeste, connu comme «*document du groupe des Neuf*», qui s'en prend aux pratiques du PCP. Dans le même temps, les militaires proches de l'extrême-gauche se rendent compte que la stratégie du PCP ne va pas dans le sens de l'intérêt des travailleurs et répondent par un programme proposant des mesures économiques

immédiates : le «programme du COPCON». Ce programme, rédigé par des officiers, présente encore des illusions sur le parti révisionniste. D'ailleurs, il restera lettre morte, bien que des milliers de travailleurs aient manifesté le 20 août à Lisbonne sur les propositions qu'il contenait.

Devant l'aggravation de ses contradictions avec les masses populaires et ayant essayé une série d'échecs face au PS d'une part, aux groupes d'extrême-gauche d'autre part, le parti révisionniste est obligé de manœuvrer en recul. Pour ce faire, il participe, fin août, au Front Uni Révolutionnaire (FUR) créé par des mouvements sociaux démocrates de gauche, trotskystes, révolutionnaires. L'intention du PCP est de le détourner vers un appui au gouvernement Gonçalvès, alors totalement discrédité auprès des larges masses.

Cette manœuvre en recul n'empêche pas la droite de poursuivre sa contre-offensive : par les manipulations d'assemblées générales, elle reprend la direction du MFA, élimine en septembre un à un les militaires révisionnistes. Le gouvernement Gonçalvès tombe.

La tentative du 25 novembre

Face à cette contre-offensive de la droite, les soldats réagissent et l'extrême-gauche lance le mouvement des SUV (Soldats Unis Vaincrons) pour lutter contre la reprise en main. Après un instant d'hésitation, le PCP appuie rapidement ce mouvement qu'il tentera de contrôler.

Dans le nouveau gouvernement, la droite est hégémonique avec le PS et le PPD (il comporte un seul ministre révisionniste). Ce gouvernement se fixe pour objectif la remise en ordre de l'armée et la reprise en main de l'économie. Maîtres des instances gouvernementales, le PS et la droite renforcent leurs positions en limogeant les éléments révisionnistes ou pro-révisionnistes nommés comme administrateurs par le gouvernement Gonçalvès : les directions des journaux comme *O Seculo* sont reprises ; quant aux syndicats, le PS organise de nouvelles élections sur les thèmes de la «démocratie» et de «non au fascisme de droite ou de

gauche». Il prend ainsi pied dans l'Intersyndicale.

A la même époque (été 75), la situation économique pour les travailleurs s'est particulièrement aggravée : les bas salaires, l'inflation, le développement du chômage provoquent un fort mécontentement, longtemps accumulé. Un large mouvement revendicatif se développe chez les travailleurs. L'intersyndicale, encore dominée par les révisionnistes, et qui jusque là mettait tout son poids à s'opposer au mouvement de masse, tente de canaliser ce mouvement et de l'utiliser comme masse de manœuvre du PCP sur le gouvernement PS - PPD. La tactique du PCP consiste à tenter d'utiliser les positions qu'il détient dans la classe ouvrière pour faire pièce au gouvernement de droite et remettre en selle un gouvernement de gauche un peu plus solide que l'ancien gouvernement Gonçalvès. Dans la région du Sud et dans l'Alentejo, il mobilise ses militants ; le PS, de son côté, soutenu par la droite, fait appel aux paysans du Nord et à la petite bourgeoisie.

Ainsi survient le 25 novembre. Les parachutistes de Tancos traumatisés par l'action qu'ils avaient menée contre les travailleurs (plastiage de la station Radio Renaissance), décident d'occuper les bases aériennes. Deux causes à cette action : d'une part, ils voulaient pousser le chef d'état-major de l'armée de l'air (de droite) à démissionner. D'autre part, ils ont été largement influencés par les officiers révisionnistes de l'ancienne 5^e division, qui voulaient exercer des pressions sur la droite militaire pour l'éliminer. Mais celle-ci envoie ses commandos ; le PCP incertain de l'issue de l'opération, ne mobilise pas et les officiers de gauche affirment : «nous ne tirerons pas sur d'autres militaires». Cette double tactique (prendre appui sur la 5^e division ; ne pas mobiliser) permet au PCP lorsque l'échec de sa tentative est clair, de dénoncer l'aventurisme de ceux qu'il avait mis en avant (les militaires) et de sortir apparemment blanchi de ces événements.

Cette période qui sépare le renversement de Caetano par les militaires et l'échec de la tentative de putsch du 25 novembre 75, est riche d'enseignements sur la tacti-

que du parti révisionniste portugais. Quels en sont les principaux traits ? Il développe ses organisations de masse dès avant la chute du fascisme, dans différentes parties de la population. Ces positions lui permettent, à la faveur de la désorganisation et du mouvement de masse qui suit le 25 avril, d'adapter sa tactique. Si les tactiques varient, l'objectif qu'il vise, et qu'il a commencé à mettre en place, est ici bien clair : c'est le capitalisme d'Etat. Et c'est ce projet politique qui donne aux diverses tactiques du PCP, leur unité et leur sens : de la préparation des positions pendant le fascisme, au visage apparemment rassurant de l'union nationale qu'il préconise ensuite, il passe, sur la base des positions acquises, à la mise en place proprement dite des premières mesures : nationalisations, syndicat unique etc... Elles devraient, en cas de prise de pouvoir, constituer le capitalisme d'Etat.

A travers ces changements de tactique, une constante se dégage, due à l'objectif de prise de pouvoir visé par le PCP : la répression des masses, répression de leurs aspirations à une vraie épuration de l'appareil fasciste, à un véritable contrôle de la production par les travailleurs eux-mêmes, à une démocratie réelle. Rétrécissant la base de masse qu'il avait acquise sous le fascisme, ces manœuvres qui cherchent à utiliser les masses pour son projet révisionniste, laissent rapidement au PCP une marge de plus en plus étroite, renforcent son attitude oppressive. En fin de compte, elles facilitent la remise en selle de la bourgeoisie conservatrice, et la constitution d'un parti socialiste influent. La tentative putschiste de novembre 75, n'est que l'aboutissement de cette tactique.

Les débuts de réalisation du projet de capitalisme d'Etat, les tactiques de répression des masses ont permis au peuple portugais de juger assez vite le PCP sur les aspects concrets de sa politique, et de les repousser. Aujourd'hui que le gouvernement social-démocrate revient sur les acquis des masses déjà mis en péril par la politique révisionniste, le préjugé favorable dont pouvait bénéficier au départ le PCP, se trouve réduit et commence à se former l'image d'un parti aux intérêts fondamentalement opposés à ceux des masses. ■

LES ÉVÉNEMENTS

1974 :

24 avril : *Le Mouvement des forces armées renverse le régime fasciste. Une junta militaire est formée avec Costa-Gomès et Spínola qui la préside.*

Mai : *Cunhal est ministre d'État et Soarès aux Affaires Étrangères.*

Mai-Juin : *Les travailleurs s'emparent des locaux des syndicats officiels. Mouvements spontanés pour l'augmentation des salaires et l'épuration.*

Juillet : *Vasco Gonçalves (proche du PCP) devient premier ministre. Le COPCON, dirigé par Carvalho (du MFA) est mis en place pour la «sécurité intérieure».*

28 août : *la grève politique et la grève interprofessionnelle sont interdites.*

1^{er} Octobre : *Spinola démissionne. Costa-Gomès le remplace.*

1975 :

Janvier : *Débat sur le projet de loi syndicale.*

11 mars : *Coup d'État manqué dans lequel Spinola est impliqué. Les élections sont repoussées au 25 avril 75 et limitées à l'élection d'une assemblée constituante.*

Juin-Juillet : *Le «document-guide» propose de «coordonner les commissions d'habitants et les commissions de travailleurs au sein d'une assemblée populaire nationale» : le projet de capitalisme d'État se précise.*

Août : *Le «document du groupe des Neuf» critique les pratiques du PCP. La droite commence sa contre-offensive.*

2 septembre : *Après l'élimination de Gonçalves, le PCP est exclu du front formé en août.*

20 septembre : *Dans le nouveau gouvernement, un seul ministre est membre du PCP.*

25 novembre : *Tentative de putsch. Échec.* ■



Le PCP, sous couvert de «reconstruction nationale», prépare le capitalisme d'État.